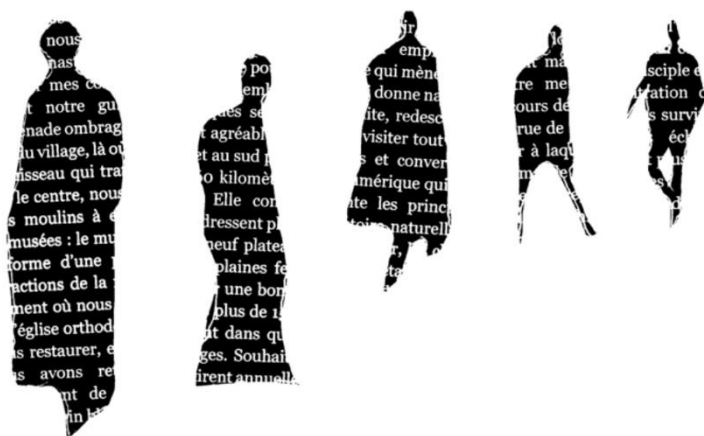


Louis Côté



DIALOGUE À CINQ VOIX

Le point sur les cataclysmes qui se dessinent

Louis Côté Éditeur

Louis Côté

DIALOGUE À CINQ VOIX

Le point sur les cataclysmes qui se dessinent

Du même auteur

DES EXCEPTIONNALISMES OUTRANCIERS

Éditions Spinnelle

2025, ISBN : 978-2-38651-181-3

Louis Côté Éditeur

2025, ISBN : 978-2-9822083-1-5

DIALOGUES ONIRIQUES

Louis Côté Éditeur

2023, ISBN 978-2-9817170-9-2

LES AVATARS DE L'HUMAIN

Louis Côté Éditeur

2022, ISBN 978-2-9817170-8-5

LA MÉTAMORPHOSE DE L'ÉTAT

Louis Côté Éditeur

2021, ISBN 978-2-9817170-6-1

PARCOURS D'UN BABY-BOOMER QUÉBÉCOIS

DU MILLÉSIMÉ 1949

Louis Côté Éditeur

2019, ISBN 978-2-9817170-2-3

L'AVENIR : DES RAISONS D'ESPÉRER

Louis Côté Éditeur

2018, ISBN 978-2-9817170-0-9

**L'INSCRIPTION DES SOCIÉTÉS NON OCCIDENTALES
DANS LA MODERNITÉ**

Presses de l'Université du Québec

2015, ISBN 978-2-7605-4256-3

L'ÉTAT DÉMOCRATIQUE, 2e Édition

FONDEMENTS ET DÉFIS

Presses de l'Université du Québec

2014, ISBN 978-2-7605-4110-8

Louis Côté Éditeur

Courriel : louis.cote@enap.ca

Internet : <http://louiscoteauteur.ca>

Louis Côté

DIALOGUE À CINQ VOIX

Le point sur les cataclysmes qui se dessinent

Louis Côté Éditeur

Côté, Louis, 1949-

Dialogue à cinq voix : Le point sur les cataclysmes qui se dessinent

ISBN 978-2-9822083-4-6

Maquette : Daniel Careau

Dépôt légal : 1er trimestre 2026

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

2026 – Louis Côté Éditeur

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

Prologue

En cette fin du mois d'août, le chant des cigales s'était fait discret malgré la chaleur encore bien présente. Depuis la maison plantée à flanc de colline, j'apercevais les oliviers qui verdoyait les champs et, au loin, Kato Zakros qui avoisinait la mer. Ce lieu absolument magnifique, où le temps semblait s'étirer, allait peut-être me permettre de retrouver une certaine sérénité. Au cours des dernières années, la situation mondiale m'était apparue de plus en plus désespérante, et la confiance dans l'avenir à laquelle j'avais invariablement été enclin tout au long de ma vie s'était passablement érodée. Je redoutais une vieillesse amère, et je voulais par-dessus tout éviter de verser dans la misanthropie. Il me fallait prendre du recul, et changer d'air pouvait sans doute y contribuer.

En vue de localiser un havre où me retirer, j'avais spontanément songé à la Méditerranée, et plus particulièrement à ses îles qui m'ont toujours captivé. Or, parmi les plus importantes, la Crète était la seule que je n'avais jamais visitée. Cette omission de la part d'un archéologue qui a passé une bonne partie de sa vie en Méditerranée orientale et au Proche-Orient était assurément étrange. Peut-être avais-je inconsciemment choisi de conserver intactes les impressions fortes que j'avais ressenties, adolescent, à l'occasion d'un cours portant sur la civilisation minoenne ou,

plus tard, à la lecture des célèbres romans de Níkos Kazantzákis *Alexis Zorba* et *La Liberté ou la Mort*, dont l'action se déroule en Crète.

Mon projet avait graduellement mûri durant l'hiver, et en mars j'avais définitivement opté pour la Crète. Envisageant un séjour d'une année, il m'a semblé sage d'effectuer au préalable une visite de quelques semaines dans le but de repérer un endroit paisible et agréable où m'installer. Bordée au nord par la mer de Crète et au sud par la mer de Lybie, l'île s'étend d'est en ouest sur 260 kilomètres, sa largeur variant entre 12 et 57 kilomètres. Elle comprend trois massifs montagneux dans lesquels se dressent plus de 60 sommets qui dépassent les 2 000 mètres, neuf plateaux de hauteur et de superficie variables, quelques plaines fertiles et de grandes plages de sable qui s'étirent sur une bonne partie du littoral. La capitale, Héraklion, compte plus de 150 000 habitants, les 520 000 autres se répartissant dans quatre ou cinq petites villes et une centaine de villages. Souhaitant éviter les zones urbaines et autres sites qui attirent annuellement quelque cinq millions de touristes, j'allais explorer nombre de ces villages et de leurs alentours.

Durant les deux premières semaines de mon périple, j'ai sillonné l'ouest et le centre de l'île. J'y ai découvert de charmants petits ports de mer. Et j'y ai repéré de jolis bourgs établis au fond de vallées où coulent ruisseaux et rivières, ou bâtis au sommet de collines qui, en ce début de printemps, étaient tapissées de plantes et de fleurs sauvages de couleur vive et exceptionnellement odorantes. Les logis pouvant me convenir étaient relativement rares, mais j'en avais noté quelques-uns. Il me restait à parcourir la région de l'est

lorsque m'est parvenu un message qui allait passablement modifier mes plans.

Avant mon départ de Québec, et de manière assez sommaire, j'avais informé quelques proches de mes intentions. En revanche, j'avais été plus précis, et plus volubile, dans le mot que j'avais fait parvenir à quatre connaissances de fraîche date avec qui j'entretenais une correspondance régulière et partagée depuis 2021. Instaurée de façon très singulière, notre relation sortait de l'ordinaire. Ignorant auparavant l'existence des uns et des autres, nous n'avions au départ en commun que d'être la fille, le fils ou, dans mon cas, le disciple et ami de cinq anciens codétenus du camp de concentration de Buchenwald. Cependant, mon mentor, dernier des survivants, m'ayant légué à sa mort une bonne partie des échanges épistolaires qu'ils avaient maintenus pendant plus de quarante ans, j'ai réussi à joindre des membres des diverses familles pour les leur communiquer. Profondément impressionnés par la teneur de ces lettres qui, outre des renseignements sur les parcours respectifs de nos aînés, nous livraient des analyses et réflexions pénétrantes sur les grandes tragédies du XX^e siècle, nous avons en quelque sorte poursuivi entre nous la conversation qu'ils avaient engagée.

Sur la page du groupe Messenger que nous avions créé, Daniel m'a donc fait parvenir le message suivant : « Philippe, serait-ce envisageable que je me joigne à toi dans ta retraite pour quelques mois? Je ne veux absolument pas m'imposer, et j'espère que tu te sentiras tout à fait libre d'accéder ou non à ma demande. Mais nos discussions antérieures me donnent à penser qu'en plus d'appartenir à une même génération, nous partageons nombre de préoccupations. Peut-être pourrions-

nous nous entraider dans notre quête de sérénité. » J'étais ambivalent. N'ayant eu avec lui que des communications virtuelles, je le connaissais à peine. Il m'était néanmoins apparu peu bavard, et sans doute capable de s'adonner à la quiétude. Et bien que sa présence ne pût qu'affecter la solitude qui m'était devenue coutumière, notre cohabitation serait vraisemblablement harmonieuse et nos échanges de vues pourraient s'avérer fructueux. Après avoir délibéré un bon moment, j'ai finalement répondu à Daniel en l'invitant à venir partager mon automne en Crète. Moins de 24 heures plus tard, étonné, je lisais les messages de nos trois collègues qui manifestaient leur propre intérêt à en être. Embarrassé, je me voyais mal les repousser sans façon. Et puis, allez savoir ! Ce changement de programme saurait peut-être se révéler favorable.

Cela étant, il me fallait maintenant trouver une maison permettant de loger cinq personnes. Mais après avoir arpenté trois des quatre dèmes qui composent le district régional de l'est, je n'avais encore rien observé d'approprié. Il y avait, bien sûr, un bon nombre de spacieuses villas situées pour la plupart en bord de mer. Mais outre le fait qu'elles étaient d'un luxe immodéré et, nous concernant, parfaitement inutile, elles affichaient des prix totalement inabordables dans le cas d'une location annuelle ou même trimestrielle. Aussi, me sentais-je quelque peu morose lorsque j'ai pris la route pour franchir la dernière étape, celle devant me conduire à l'extrémité de la côte orientale de l'île. Heureusement, le déroulé des paysages accidentés aux couleurs pourpres qui s'offraient à mon regard a tôt fait de changer mon humeur.

J'étais finalement tout sourire lorsque Zakros m'est apparu dans son oasis de végétation luxuriante. J'arrivais plus

précisément à Ano Zakros (Zakros d'en haut), l'agglomération de basse montagne qui constitue le cœur de la commune. Kato Zakros (Zagros d'en bas), le petit hameau établi sur une plaine côtière, se trouve, lui, sept kilomètres en aval, au sortir d'une vallée étroite et encaissée surnommée la gorge des Morts. J'ai été immédiatement séduit par les jardins fleuris, les rues empierrées étroites et pentues, et le ruisseau limpide le long duquel sont érigés des moulins à eau qui ont été restaurés. Autour de la petite place du bourg, on n'aperçoit qu'une poignée de magasins, de cafés et de tavernes. Car Zakros a échappé au tourisme de masse en raison de son isolement et de la sinuosité de la route qui y mène. Hormis la culture potagère et l'élevage de chèvres ou de moutons pratiqués par certains, les 750 habitants du cru vivent principalement de la monoculture de l'olivier. Associés en coopérative, ils produisent une huile qui bénéficie d'une appellation d'origine protégée en exploitant les quelque 230 000 oliviers dispersés dans leurs champs.

Après être allé m'inscrire à la réception de l'hôtel Zakros où j'avais réservé une chambre, j'ai consacré quelques heures à arpenter le village. Le jour tirant à sa fin, fatigué, je me suis attablé à la terrasse d'une taverne. Et là, surpris, j'ai entendu quelqu'un s'exprimer en français, langue pourtant très peu pratiquée en Crète. C'était le propriétaire des lieux, qui m'expliqua que depuis une décennie, une association solidaire française, Les Amis de Zakros, avait noué des liens avec les gens du village. Partenaire de la coopérative agricole, elle assurait bénévolement la vente de l'huile d'olive de Zakros en France, et reversait les excédents financiers au village pour permettre la réalisation de projets d'aménagement et d'activités culturelles. Étant lui-même président de

l'Association culturelle de Zakros, Christos entretenait d'étroites relations avec les Français, d'où sa connaissance de notre langue. En dégustant mon verre de raki, je lui ai fait part de mon projet et de ma difficulté à trouver une habitation adéquate. Bien au fait de l'offre d'hébergement de la commune, il savait qu'il n'y avait pratiquement pas d'options en dehors des hôtels familiaux, des chambres d'hôtes et des villas cossues implantées sur la côte. Sensible à mon désappointement manifeste, il m'a promis d'y réfléchir et m'a donné rendez-vous pour le lendemain.

Levé à la barre du jour, je me suis rendu à Kato Zakros, empruntant la petite route en corniche qui, descendant vers la mer, offre des vues spectaculaires sur le littoral. Profitant du calme matinal, je me suis baladé un bon moment parmi les oliveraies, les vignes et les bananeraies, avant d'effectuer une courte visite des ruines de l'antique cité minoenne mises au jour au début des années 1960. J'étais impatient de retrouver Christos, mais je ne pouvais décemment me présenter à sa taverne avant la fin du service du midi. Aussi ai-je dû me contraindre à flâner sur le rivage, allant et venant depuis une plage couverte de galets jusqu'au petit port où étaient amarrés quelques bateaux de pêcheurs. À 14 heures pile, je reprenais place à la table derrière laquelle j'étais assis la veille. Affichant un sourire amusé, Christos me dit : « Prends le temps de manger une bouchée pendant que je finis de débarrasser, et je t'emmène ». Face à mon regard interrogateur, il a simplement ajouté : « Je t'expliquerai en route ».

C'est donc après nous être installés dans son quatre-quatre, que Christos m'a appris ce qui suit. Au cours des récentes années, quelques adhérents aux Amis de Zakros ont acquis une résidence dans la commune. Parmi eux, se trouvait

un couple d'Alsaciens, les Jehl, qui, se préparant à la retraite, ont acheté une vieille ferme relativement délabrée qu'ils ont entièrement réhabilitée. Au début de l'automne précédent, alors qu'ils y entamaient leur premier séjour permanent, ils ont été frappés de plein fouet. Le mari ainsi qu'un gendre, tous deux pilotes expérimentés, ont péri lors de l'écrasement de l'ultraléger qu'ils avaient loué pour la journée. Atterrée, la dame est retournée dans l'Hexagone. Toutefois, sans être prête à revenir vivre à Zakros à temps plein, elle semblait se refuser pour l'instant à se défaire de l'habitation que son époux et elle ont mis tant de soin à rénover. C'est du moins ce qu'elle avait confié à Anastasia, la femme de Christos, avec laquelle elle avait noué amitié et à qui elle avait demandé de veiller à la sécurité de sa propriété. Informée de ma recherche, Anastasia l'avait contactée le matin même par courriel, et la dame s'était montrée ouverte à une possible location.

Au moment où Christos achevait son récit, nous empruntions le chemin herbeux conduisant à la maison des Jehl. À première vue, le caractère d'habitat traditionnel rural qu'elle avait vraisemblablement revêtu à l'origine semblait avoir été passablement modifié. Elle était toujours de plain-pied sur le seul rez-de-chaussée, mais la forme cubique avait fait place à une forme rectangulaire, sans doute en raison de pièces qui avaient été ajoutées. Le toit asymétrique avait été couvert de tuiles et les murs blanchis à la chaux avaient été largement fenestrés. Ayant franchi la porte d'entrée située au nord, nous avons traversé un cellier avant de pénétrer dans une cuisine apparemment bien équipée. De là, nous sommes passés dans une grande salle de séjour, haute de quatre à cinq mètres et parée d'une structure en bois apparente. Elle donnait accès à quatre chambres dotées de salles de bain, et

s'ouvrait au sud sur une vaste terrasse au plafond voûté et au sol dallé de grandes pierres. Les amandiers en fleurs qui la bordait à l'est embaumait, et le panorama exceptionnel que l'on y découvrait s'étendait jusqu'aux falaises et à la mer. Tout cela allait bien au-delà de mes espérances.

Cinq mois plus tard, debout, face à la baie vitrée, j'observais les atterrissages qui se succédaient sur les pistes de l'aéroport Níkos-Kazantzákis. Vérifiant sur leur site Internet l'état des vols d'Aegean Airlines, j'en ai déduit que l'avion qui venait tout juste de se poser était bien celui que j'attendais. Sachant que les passagers allaient devoir passer la douane et récupérer leur bagage, j'ai pris le temps de les voir descendre sur le tarmac. Puis je me suis rendu dans la salle des arrivées pour accueillir mes quatre collègues, qui avaient effectué de concert ce vol depuis Athènes afin de me permettre de n'avoir à faire qu'un seul aller-retour depuis Zakros.

J'étais ému à l'idée de les rencontrer enfin en présence. Premier à franchir les portes, Daniel, un grand mince au regard expressif, s'est approché de moi d'un pas assuré. Son allure décontractée m'est apparue conforme à l'image que je m'étais faite de ce Franco-Américain de naissance qui, ayant fui les États-Unis en 1971 pour éviter d'être conscrit et envoyé au Vietnam, vit depuis lors à Montréal. Par la suite, se sont présentés Véronique et Martin. Toute menue, la Bruxelloise affichait un visage aux traits fins, encadré par des cheveux gris coupés court. Attentionné, le costaud originaire de Lille lui emboîtait le pas, tirant leurs deux grandes valises à roulettes. Et c'est de sa voix basse et profonde qu'il m'a expliqué que nous allions devoir patienter un peu puisque France n'avait toujours pas récupéré ses bagages. Finalement, une heure plus tard, nous avons appris que ces derniers étaient restés à

l'aéroport de Madrid où France, en provenance de Mexico, avait dû faire escale, et qu'ils lui seraient acheminés dans les jours suivants. J'avoue avoir été impressionné par la maîtrise de soi manifestée par cette dame à la chevelure luxuriante et aux yeux rieurs qui, manifestement, refusait de laisser ce désagrément gêner son arrivée.

Après avoir rangé les valises dans le coffre du Toyota RAV4 que j'avais loué pour la saison, nous avons pris la route pour Zakros. Trois heures au cours desquelles quelques mots à peine furent échangés. Ce silence, empreint d'une légère gêne, n'avait pourtant rien de pesant. Il tenait, je crois, au désir de chacun d'éviter un bavardage inutile qui aurait terni ce premier moment partagé. À l'approche de la maison, les langues ont commencé à se délier, la beauté des lieux suscitant de joyeuses exclamations. Puis, la conversation s'est quelque peu animée lorsqu'il a fallu attribuer les chambres. Il n'y en avait que quatre. Cependant, la chambre des maîtres qui était relativement grande disposait de deux lits. Spontanément, Véronique et France ont proposé de l'occuper, mais Daniel et Martin, refusant de s'en tenir à cette formule stéréotypée, les ont convaincues de la leur céder.

Laissant les quatre s'installer, je me suis rendu à la taverne chez Christos. Doutant, à raison, de mes talents culinaires, j'avais commandé une salade grecque, un plat d'agneau et des Loukoumades, ces petites boules sucrées au miel dorées et croustillantes. Déjà, dans les jours qui avaient suivi mon retour dans l'île, j'avais fait le plein de provisions, dont, naturellement, divers vins et alcools du pays. Et, la veille, je m'étais procuré des fruits et légumes ainsi que des pains et des fromages de chèvre et de brebis. Le menu a plu, et nous avons prolongé le repas sous une lune aux trois-quarts pleine

en échangeant sur les attentes des uns et des autres. Après avoir convenu de notre emploi du temps pour le lendemain, nous nous sommes laissés pour la nuit.

En ce premier lundi de septembre, le petit déjeuner terminé, nous sommes partis pour Zakros. Sur la place animée, Anastasia nous attendait. Généreuse, elle avait tenu à accueillir mes collègues et à leur faire découvrir la localité. Suivant notre guide, nous avons d'abord emprunté la promenade ombragée de près d'un kilomètre qui mène tout en haut du village, là où jaillit la source d'eau qui donne naissance au ruisseau qui traverse le bourg. Par la suite, redescendant vers le centre, nous avons pris le temps de visiter tout à tour trois moulins à eau qui ont été restaurés et convertis en écomusées : le musée de l'Eau, le Musée numérique qui, sous la forme d'une projection vidéo, présente les principales attractions de la région, et le Musée d'histoire naturelle. Au moment où nous gagnions la sortie de ce dernier, les cloches de l'église orthodoxe commençaient à tinter. Il était temps de nous restaurer, et Anastasia nous a conduits à la taverne où nous avons retrouvé Christos. Nous ayant offert un assortiment de fromages et de charcuteries ainsi qu'un excellent vin blanc, nos deux hôtes n'ont cessé de répondre au flot continu de questions qui leur ont été posées concernant leur coin de pays.

Revenus à la maison rassasiés et quelque peu somnolents, mes camarades ont opté pour une sieste, étant entendu que j'allais les en tirer au plus tard à 16 heures afin d'éviter qu'ils ne gâchent leur nuit à venir. Dans l'intervalle, me remémorant les attentes qu'ils avaient exprimées la veille, et cherchant à les agencer avec ce que j'avais anticipé pour moi-même, j'ai imaginé une manière d'organiser notre vie

commune. Manifestement, nous ne souhaitions pas mener une vie monastique. Cependant, il me semblait judicieux de nous donner un cadre de vie pour profiter au mieux de cet automne que nous allions partager.

J'ai émis l'idée d'aménager nos journées de façon telle qu'elles comportent des activités collectives tout en ménageant à chacun des occasions de retrouver sa solitude. De manière à bénéficier des bienfaits et du plaisir de la marche, et pour répondre à notre désir partagé de communier avec la nature qui nous entourait, j'ai suggéré que nous fassions quotidiennement une promenade matinale. Profitant d'un air ambiant frais et limpide, nous serions ainsi à même d'explorer les divers sentiers de randonnée qui sillonnent la région. D'autre part, et sans exclure la possibilité qu'il en soit de même aux autres repas, celui du soir pourrait être généralement pris de façon conviviale. D'autant que je proposais qu'il soit régulièrement précédé d'un moment d'échange et de discussion qui constituerait alors un temps fort de notre journée. Sans rejeter ce programme dans son intégralité, Véronique et Martin ont néanmoins souligné le danger de verser à terme dans la monotonie. Abondant dans le même sens, France a ajouté qu'il serait désolant de passer trois mois en Crète sans en découvrir l'essentiel. Aussi, après délibération, avons-nous convenu de mettre à profit les fins de semaine pour explorer la région orientale de l'île, et de nous accorder deux semaines de relâche pour visiter les sites incontournables des régions occidentale et centrale.

Le contexte dans lequel s'inscrivait notre séjour et le décor dans lequel il s'est effectué étant campés, je ne crois pas utile d'en retracer le cours en détail. Il me semble par ailleurs opportun de relater la teneur du dialogue que nous avons sou-

tenu pendant ces quelques mois. Car bien que nous ayons été peu ou prou de la même génération, nos parcours avaient été relativement dissemblables et nous abordions la vieillesse dans des états d'esprit différents. D'où l'intérêt que nous avions à croiser nos points de vue. Afin de tirer le meilleur parti de nos conversations, nous en avons structurées certaines sous la forme d'entretiens qui se sont enchaînés au rythme d'un par semaine. Pour en simplifier le récit, je ne vais pas les relater d'une manière littérale, mais les présenter dans la version révisée que je leur ai donnée afin de les rendre plus lisibles.

LA RÉSISTIBLE ASCENSION
DES POPULISTES

ENTRETIEN DU 10 SEPTEMBRE

L'après-midi touchant à sa fin, la température s'était faite plus clémente. Ayant disposé des sièges en cercle dans un coin ombragé de la vaste terrasse, nous nous apprêtions à nous engager dans ce premier dialogue plus structuré que les conversations à bâtons rompus que nous avions eues jusqu'alors. Pour rompre le silence et dissiper la légère gêne qui s'était installée, j'ai amorcé l'échange en invitant mes collègues à partager l'une ou l'autre des préoccupations qui les habitaient. Premier à s'exprimer, Daniel allait orienter le cours de l'entretien.

DANIEL – Lorsque Philippe nous a informé de son projet et de ce pourquoi il l'entreprenait, je me suis instantanément senti concerné. Bien que la dernière victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine ne m'ait pas étonné, elle m'a néanmoins beaucoup secoué. Non seulement elle comporte des conséquences alarmantes, mais elle révèle à mon sens des tendances qui vont à l'encontre de maints progrès qui m'apparaissaient il y a peu relativement irréversibles et qui ébranlent ma confiance dans l'avenir.

Pour expliquer le choix effectué par une majorité d'Américains, plusieurs ont invoqué la hausse du coût de la vie et l'accroissement de l'immigration irrégulière. Pourtant, ces deux phénomènes n'avaient rien de catastrophique. S'il est vrai que la poussée inflationniste qui est survenue entre 2021 et 2023 a pesé sur le pouvoir d'achat des ménages, celui-ci s'est

par la suite rétabli, et l'économie américaine faisait encore et toujours l'envie des autres nations. Quant au nombre de migrants irréguliers, s'il avait fortement augmenté au cours des années précédentes, il avait déjà été plus élevé, notamment sous la présidence de George W. Bush, et l'on ne saurait de toute façon en faire la principale et moins encore l'unique cause des divers problèmes auxquels les citoyens américains sont confrontés.

Il demeure, bien sûr, qu'un sentiment d'appauvrissement et une anxiété identitaire face à la crise migratoire s'étaient exacerbés dans une bonne partie de la population. Et il est évident que Trump a su jouer là-dessus, instrumentalisant la peur et la colère. Mais ce qui me renverse, c'est la facilité avec laquelle le démagogue mégalomane a pu désarmer tout sens critique chez plus de 40 % des jeunes, des femmes et des personnes d'origine hispanique, alors qu'il en appelait à une xénophobie et à un racisme virulents ainsi qu'à une misogynie et à un masculinisme totalement décomplexés. À mon avis, la question de savoir comment la première démocratie moderne a pu façonner autant d'individus rétrogrades et périlcliter de pareille façon reste donc à élucider.

MARTIN – Tu me permettras, Daniel, de réagir à ton propos. Je vous rappelle d'abord que loin d'avoir été éclatante, la victoire de Donald Trump est demeurée en demi-teinte. Si Trump a pu profiter du mode de scrutin indirect pour s'assurer une large avance au collège électoral, il n'a devancé Kamala Harris au scrutin populaire que de 1,5 %, soit l'un des plus faibles écarts enregistrés lors d'une élection présidentielle depuis la fin du XIX^e siècle. De plus, moins des deux tiers des gens admissibles se sont prononcés. On peut donc s'interroger tout autant sur

les raisons de cette forte abstention que sur les motifs de l'appui apporté à Trump.

D'autre part, concernant ces motifs, je considère que tu sous-estimes l'importance des facteurs que tu as mentionnés. L'appauvrissement et les effets de l'accroissement de l'immigration irrégulière ne sont pas que de l'ordre des sentiments. Au cours des dernières décennies, le retour à un capitalisme débridé et l'affaiblissement de l'État social ont fait en sorte qu'un grand nombre de personnes n'ont plus eu accès aux ressources économiques, sociales et culturelles leur permettant de vivre correctement, sans parler de se réaliser comme individu. C'est bien sûr le cas des sans-emploi, mais c'est aussi celui d'une bonne partie des salariés qui touchent des rémunérations insuffisantes et qui souffrent d'un manque manifeste de considération sociale.

On doit en outre admettre que du fait que les économies des pays développés se sont tertiariées et accordent désormais un rôle moteur à la connaissance, les non-diplômés ont été particulièrement affectés par la dégradation de leurs conditions d'emploi et de leurs conditions de vie. Dans un contexte d'intensification de la mondialisation, ils ont été les premiers touchés par la délocalisation des entreprises et par les conséquences non prises en compte de l'accentuation des flux migratoires sur l'emploi, sur le logement et sur l'ensemble des services publics.

PHILIPPE – Je suis d'accord avec toi, Martin. Cependant, j'ajouterais que si la situation des personnes qui occupent des emplois plus avantageux sinon plus qualifiés se présente de façon fort différente, elle n'est pas sans écueil. Il est vrai que de nombreuses entreprises, cherchant à accroître la productivité, l'innovation et la qualité de leurs produits et

services, ont adopté de nouveaux modes de fonctionnement qui offrent à leurs employés plus de liberté et leur permettent de déployer leurs habiletés, de développer leurs compétences et d'apporter une contribution particulière. Mais ces gains se font au prix d'exigences accrues en matière d'engagement, de performance et de flexibilité. Dans un contexte de concurrence accentuée où une partie du salaire et des primes est individualisée, et où la sécurité d'emploi n'est souvent pas garantie, la latitude accordée au salarié tend à se retourner contre lui. Les possibilités d'être plus entreprenant, plus efficace et plus autonome se muent en impératifs contraignants, générant de la pression psychologique et du stress propres à provoquer dépression et épuisement professionnel.

VÉRONIQUE – Je suis moi aussi d'avis qu'un bon nombre de personnes ne maîtrisent plus aujourd'hui leur présent non plus que leur avenir, et qu'elles se sentent exclues ou laissées-pour-compte. Je le constate et je l'entends fréquemment. Toutefois, les circonstances qui nous ont menés là m'apparaissent moins évidentes qu'elles ne semblent l'être pour vous. Ayant consacré ma vie à l'astrophysique, je ne bénéficie manifestement pas des connaissances approfondies qui sont les vôtres dans les sciences humaines et sociales.

FRANCE – Pour comprendre les tenants et aboutissants de la situation dans laquelle se retrouvent aujourd'hui une bonne partie des populations du monde occidental, il faut se reporter aux crises économiques qui se sont succédées depuis les années 1970-1980. Aux prises avec les difficultés financières et budgétaires majeures auxquelles leurs États ont été confrontés, la plupart des gouvernements, dont au premier

chef le gouvernement américain, ont réagi en appliquant des politiques néolibérales et en favorisant l'accélération d'une mondialisation peu ou mal maîtrisée.

Les conséquences en ont été majeures : désindustrialisation et délabrement de régions entières et de plusieurs grandes villes, gel ou, pire, baisse des salaires réels, précarisation croissante de l'emploi, coupes dans les programmes sociaux, détérioration des services publics de santé et d'éducation, accroissement de la pauvreté, etc. L'idéologie méritocratique s'est propagée et le chacun pour soi s'est accru, tandis que l'adhésion aux mesures de partage et de solidarité a diminué. L'État social s'est affaibli, particulièrement aux États-Unis, où les protections ont été pour l'essentiel limitées aux indigents, quitte à ce que les maigres allocations soient complétées par les dons d'œuvres de charité ou de mécènes.

MARTIN – J'aimerais revenir sur la question de l'immigration, une question qui s'est imposée plus que de raison dans le contexte créé par la mondialisation. Les immigrants, on le sait, n'ont jamais eu bonne presse. Méprisés pour leurs mœurs jugés étranges sinon barbares, et accusés de spolier les natifs en les dépossédant de leur travail et en abusant des aides publiques, ils embarrassent. Et, bien sûr, les démagogues à la Trump, au pouvoir ou rêvant d'y arriver, les utilisent comme boucs émissaires, surtout par temps de crise. Pourtant les migrations sont indissociables de l'histoire de l'humanité. Toutes les populations, toutes les entités ethniques et politiques sont le résultat de métissages. Et si quelques peuples se sont inscrits dans une relative continuité, la plupart sont issus de croisements ou d'hybridations intervenus au fil de parcours sinueux voire agités.

FRANCE – Absolument! Et la France, mon pays natal, en est un bon exemple. Le peuplement s’y est fait sur une très longue durée et à travers de multiples péripéties. En simplifiant passablement, on peut mentionner la présence d’une population ancestrale de chasseurs-cueilleurs, la pénétration d’agriculteurs venus de l’Est au Néolithique, la naissance de la Gaule avec l’arrivée des Celtes vers le VI^e siècle avant notre ère, la conquête par Rome et une romanisation qui s’est étendue sur plus de cinq siècles, l’invasion par les peuples germaniques, dont les Francs, les Burgondes et les Goths qui se sont assimilés aux Gallo-Romains, l’installation des Bretons en Armorique aux V^e et VI^e siècles et celle, ultérieure, de Vikings en Normandie. Plus tard, les Alsaciens, les Lorrains, les Corses et les Savoyards vont se joindre à la nation française. Puis, tout au long des XIX^e et XX^e siècles, vont affluer une main d’œuvre ouvrière et de nombreux réfugiés provenant d’Italie, de Russie, de Pologne, d’Arménie, du Maghreb, d’Afrique subsaharienne et d’ailleurs.

DANIEL – En ce qui les concerne, les États-Unis offrent un exemple relativement différent, puisque leur histoire, beaucoup plus courte, ne remonte qu’à la première moitié du XVII^e siècle. Néanmoins, au moment de déclarer leur indépendance, en 1776, les 13 colonies avaient tout de même connu plusieurs générations qui s’étaient peu à peu façonné des identités plus ou moins distinctes. Essentiellement anglaise à ses débuts, l’Amérique du Nord britannique est devenue rapidement multiculturelle et multiraciale. Au XVIII^e siècle, la majorité des migrants étaient irlandais ou allemands, une majorité à laquelle s’adjoignaient des Anglais ainsi que de nombreux Écossais, des Néerlandais et des Français. Les Amérindiens étaient bien sûr toujours présents, quoique

repoussés et écartés des nouvelles sociétés qui naissaient. Et puis, il y avait la population afro-américaine, une population majoritairement composée d'esclaves dont les premiers étaient arrivés à partir des années 1680.

D'autre part, la perception de l'Amérique comme Terre promise a attiré au cours du temps de nombreuses minorités religieuses persécutées dans leur pays d'origine. Aux côtés des anglicans, membres de l'Église officielle de l'Angleterre, on trouvera donc des congrégationalistes, des quakers, des presbytériens, des luthériens, des réformés hollandais, des huguenots français, des calvinistes suisses et allemands, des catholiques et des Juifs. Enfin, au XIX^e siècle, ce sont des centaines de milliers de migrants avides de terres qui rejoindront le continent mythique.

MARTIN – En somme, et quoi qu'ils prétendent, les Français, les Américains et la plupart des autres nationaux dits de souche ne sont que les descendants d'anciens migrants. Par ailleurs, autant les tentatives d'enrayer toute immigration sont irréalistes et néfastes, autant il est nécessaire de s'assurer de la meilleure intégration possible des nouveaux arrivants et de prendre en compte les conséquences que leur venue entraîne sur l'emploi, sur le logement et sur l'ensemble des services publics. Enfin, s'il est important de mieux contrôler les flux migratoires, on ne saurait y parvenir par la simple érection de murs et de clôtures anti-migrants. Inéluctablement, il faudrait s'attaquer aux causes de ces flux : guerres, sérieuses dégradations de l'environnement, tyrannie insupportable et pauvreté extrême. Mais, manifestement, cela est hors de question pour les Trump de ce monde et leurs consorts.

PHILIPPE – Au-delà des facteurs qui ont favorisé l'évolution qui s'opère présentement, je m'interroge personnellement sur sa nature. S'agit-il d'une régression temporaire ou relativement irréversible? Ne concerne-t-elle que les États-Unis ou s'opère-t-elle plus ou moins dans l'ensemble des pays démocratiques? Après l'élection, plusieurs ont tenté de se rassurer. Trump, un provocateur hâbleur, n'allait sans doute pas engager toutes les mesures qu'il avait annoncées. Et, de toute façon, s'il tentait de remplir ses engagements les plus extrêmes, il se heurterait vraisemblablement à de fortes résistances. Enfin, s'il réussissait malgré tout à faire adopter des politiques aberrantes et désastreuses, celles-ci disparaîtraient assurément avec lui.

Comme on le sait, la première conjecture s'est très rapidement avérée trompeuse. Se sont ainsi enchaînés les coups d'éclat : nominations d'extrémistes ou d'incompétents notoires à des postes clés du gouvernement; épuration des cadres de la fonction publique, de la justice et des services de police et de renseignement; démantèlement ou subordination d'agences gouvernementales; coupes majeures dans les programmes sociaux et environnementaux, mais cadeaux fiscaux aux plus riches; mesures extrêmement restrictives en matière d'immigration; abolition des dispositifs favorisant la diversité, l'équité et l'inclusion; grâce présidentielle accordée à des émeutiers; déclaration de guerre commerciale aux plus proches alliés; discours impérialiste et menaces d'annexion de territoires étrangers; retraits d'organisations internationales et désengagement de traités multilatéraux; etc.

La deuxième conjecture s'est elle aussi montrée relativement mal fondée. Les résistances n'ont pas été celles

que l'on aurait pu espérer. Mais tu es, Daniel, assurément mieux placé que moi pour en expliciter les raisons.

DANIEL – Elles sont, je pense, de deux ordres. Les premières tiennent au fait que les institutions devant servir de contre-pouvoir face au chef de l'État ne jouent plus adéquatement leur rôle. Le système de freins et de contrepoids qui dans le passé a permis à chacune des trois branches du gouvernement américain — le législatif, l'exécutif et le judiciaire — de contrôler et même d'entraver certaines actions des deux autres, s'est trouvé passablement enrayeré. D'une part, le Sénat et la Chambre des représentants étant aux mains des républicains, l'exécutif a les coudées franches grâce à ces élus qui sont quasi intégralement assujettis à Trump. D'autre part, suivant des jugements rendus par la Cour suprême, le président est désormais à l'abri de poursuites criminelles pour ses actes officiels et le pouvoir des juges de district d'invalidiser ses décrets a été limité.

En ce qui concerne les raisons qui relèvent d'un autre ordre, il faut d'abord remarquer que l'appui des Américains aux idées de Trump s'est révélé plus grand qu'on ne le pensait. Même parmi les citoyens qui n'ont pas voté pour lui, nombreux sont ceux qui ont approuvé, par exemple, les dispositions mises en œuvre pour mieux contrôler l'immigration, ou encore les diverses mesures de nature protectionniste et isolationniste adoptées unilatéralement sous le prétexte d'éliminer de présumés abus commis par les autres pays au détriment des États-Unis et qui les auraient appauvris. Bien sûr, des oppositions se sont néanmoins manifestées, mais l'exécutif n'a pas hésité à recourir à des moyens coercitifs pour les juguler : déploiement de la Garde

nationale pour disperser des manifestations populaires, coupure de subventions aux universités récalcitrantes, etc.

Quant à la troisième conjecture émise par Philippe, soit le fait que les politiques désastreuses imposées par Trump vont disparaître avec lui, on ne peut en juger pour l'instant. Cependant, les choses s'annoncent mal. Car la démocratie américaine s'avère aujourd'hui défaillante. Ce constat s'impose quand on consulte l'Index des démocraties de *The Economist*. Chaque année, ce magazine classe 167 pays selon l'état de santé de leur démocratie. En 2024, les États-Unis se classaient au 28^e rang, figurant désormais parmi les démocraties incomplètes. De fait, s'ils sont relativement bien évalués pour ce qui concerne la qualité du processus électoral, le taux de participation aux élections et le respect des libertés civiles, ils n'obtiennent qu'une note minimale pour ce qui a trait à la culture démocratique et politique. C'est ainsi que trois Américains sur dix ne croient plus vraiment en leur système politique et se montrent plutôt favorables à l'intronisation d'un leader autoritaire qui n'aurait pas à composer avec le Congrès non plus qu'avec des élections. Manifestement, Trump se verrait bien assumer un tel rôle. Et comme premier pas à franchir pour en arriver là, certains de ses partisans songent déjà à un changement des règles qui lui permettrait de briguer un troisième mandat.

MARTIN – Pour ce qui est de l'autre question soulevée par Philippe, je crois que la régression en cours touche non seulement les États-Unis, mais qu'elle s'opère plus ou moins dans l'ensemble des pays démocratiques. Le retour au pouvoir de Donald Trump s'inscrit dans un mouvement qui s'amplifie un peu partout en Occident. Dirigé par des droites radicales qui nourrissent un nationalisme intolérant, il vise à

transformer en profondeur l'organisation des sociétés démocratiques, sinon l'ordre mondial. C'est ce à quoi se consacrent les populistes et leurs adeptes, qu'ils soient issus de la nébuleuse républicaine américaine ou de l'extrême droite européenne.

FRANCE – Dans le cadre d'un prochain entretien, il serait intéressant de nous pencher sur la stratégie déployée par ces différents réactionnaires. Cela nous permettrait éventuellement de revenir sur l'observation formulée au départ par Daniel quant à la facilité avec laquelle Trump a pu désarmer tout sens critique chez une bonne partie de la jeunesse, alors qu'il en appelait à la xénophobie, au racisme, à la misogynie et au masculinisme.

On ne pouvait mieux dire pour clore ce premier entretien. Aussi, tout naturellement, nous nous sommes levés de concert pour aller prendre l'apéro.

ENTRETIEN DU 17 SEPTEMBRE

Les sièges étaient à nouveau disposés en cercle dans le coin ombragé de la terrasse et comme il arrive fréquemment, chacun, chacune avait spontanément repris la place qu'il occupait la semaine précédente. Une fois encore, c'est Daniel qui a entamé la conversation.

DANIEL – Comme vous avez pu le constater lors de notre premier entretien, j'ai été à ce point abasourdi par le choix effectué en faveur de Trump par un grand nombre de jeunes de tous horizons que j'en étais venu à minimiser l'importance d'autres facteurs qui ont favorisé sa victoire. Dans les derniers jours, en tentant de comprendre ce qui m'a amené à réagir ainsi, j'ai réalisé que je m'étais sans doute inconsciemment livré à une comparaison entre ces jeunes et ceux que nous avons été.

Tout comme vous, je suis de la génération des baby-boomers. Contestant une société qui était en partie encore modelée par les valeurs traditionnelles, notre génération a entamé la libéralisation des mœurs. Entretenant des aspirations nouvelles en matière de liberté individuelle et de réalisation de soi, elle a réclamé le droit pour chacun de déterminer son avenir, ses liens sociaux, ses valeurs, son identité. Et s'insurgeant contre les diverses discriminations, bon nombre de ses membres ont lutté pour que toutes et tous bénéficient à la fois des mêmes droits à la liberté et des mêmes possibilités d'user de ces droits.

Me concernant, c'est d'abord aux États-Unis que j'ai été sensibilisé à cette quête de liberté, d'égalité et de droit à la

différence. En assistant à des événements festifs et en participant à des manifestations de protestation, l'adolescent que j'étais s'est éveillé aux idées propagées par la contre-culture ainsi qu'aux idéaux défendus par les mouvements pour la paix et pour les droits civiques. C'est cependant après mon arrivée au Québec, ma société d'adoption qui était à l'époque en voie de compléter un virage spectaculaire, que j'ai véritablement pris la mesure des transformations qui s'opéraient alors dans la plupart des pays occidentaux.

FRANCE – Il est vrai que notre génération a fait la part belle aux idées progressistes. Mais il faut se rappeler que nous avons eu la chance de grandir dans une période de forte croissance économique et que nous avons en outre bénéficié de conditions favorables grâce à l'adoption de politiques avant-gardistes. Car nos États muaient à l'époque en État social, intervenant en matière de régulation de la croissance économique et offrant de nombreux biens collectifs. On oublie parfois que les idées, les valeurs et les structures de la personnalité ne poussent pas hors sol. Elles se développent dans des conditions matérielles et sociales données. Nos façons de penser, de sentir, de croire et d'agir ne sont ni innées ni arbitrairement convenues, elles se forment à partir de l'expérience.

En ce qui nous concerne, tout un ensemble de facteurs se sont conjugués pour faciliter notre émancipation, notre indépendance et notre autonomie de pensée, depuis l'augmentation des salaires et le développement des mécanismes de protection sociale jusqu'à l'accès à l'éducation pour tous qui a ouvert de nouvelles possibilités de mobilité sociale, en passant par l'extension du temps libre,

l'accroissement des espaces pour une vie personnelle et la multiplication des pratiques de consommation.

PHILIPPE – Au Québec, c'est assurément nous, les baby-boomers, qui avons été les premiers à pouvoir tirer parti de telles conditions de vie. Et cela, à la faveur du virage spectaculaire que Daniel a évoqué. Jusqu'en 1960, et même s'il s'était urbanisé et industrialisé depuis la fin du XIX^e siècle, le Québec était encore doté d'une culture à dominante traditionnelle, l'Église catholique y exerçant toujours sa suprématie sur le plan social et idéologique. Mais les choses vont bientôt changer sous l'impulsion d'une élite locale progressiste qui, ayant accédé au pouvoir, va lancer ce qui sera qualifié de Révolution tranquille. Grâce aux synergies établies entre, d'un côté, une société civile composée de syndicats, d'associations multiples, de groupes d'intellectuels et d'artistes, et, de l'autre, des gouvernements progressistes, le Québec va se moderniser à la vitesse grand V. Et sa culture politique va promptement se métamorphoser.

Non seulement les valeurs de liberté et d'égalité seront posées au fondement de l'organisation politique, mais elles vont marquer l'ensemble des rapports sociaux, rapports entre les sexes, rapports entre les membres d'une même famille, rapports entre enseignant et élève, rapports entre patrons et employés, etc. La vie en commun s'est décommunautarisée : non pas que les individus aient perdu la capacité ou la volonté de coopérer, mais ils coopèreront désormais dans la mesure où ils le jugeront à propos, et non en raison de l'injonction d'un curé ou d'une quelconque figure d'autorité. Enfin, les décisions les plus lourdes de conséquences incomberont aux individus au lieu d'être assumées par le milieu social.

MARTIN – En France, comme en Belgique, l'instauration d'un État social a été engagée plus tôt, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le climat de solidarité nationale qui régnait alors a permis de surmonter plus aisément les résistances qui pouvaient s'y opposer. Car chez nous comme ailleurs, les libéraux orthodoxes étaient en désaccord avec un tel tournant. Déjà, en août 1938, à Paris, un colloque international, le Colloque Walter Lippman, réunissait une trentaine de stricts libéraux réprouvant les politiques économiques et sociales interventionnistes adoptées à l'époque par les gouvernements américain et français ainsi que par les gouvernements des pays scandinaves.

Dans l'après-guerre, en 1947, sous l'impulsion de l'économiste autrichien Friedrich von Hayek, une société savante internationale a été fondée, la Société du Mont-Pèlerin, qui se donnait comme objectif de changer le climat d'opinion parmi les intellectuels occidentaux afin qu'ils cessent de soutenir la mise en place d'un modèle de développement économique et social rompant avec le libéralisme classique. Considérant l'État social comme une menace pour la liberté individuelle et un obstacle à la croissance économique, la pensée de von Hayek va profondément influencer le courant néolibéral. Et la Société du Mont-Pèlerin servira en quelque sorte de « maison-mère » des *think tanks* néolibéraux qui seront créés par la suite en Grande-Bretagne, aux États-Unis, au Canada, en Australie et ailleurs.

Mais heureusement pour nous, les baby-boomers, l'influence néolibérale a été longtemps négligeable et n'a pas empêché l'instauration d'un État social, une entreprise qui recueillait à l'époque une large adhésion. C'est ainsi que nous

avons eu la chance de grandir dans un univers dans lequel les idées de bonheur, de liberté individuelle, de réalisation de soi, d'égalité et de solidarité semblaient de toute évidence pouvoir se conjuguer avec une croissance économique forte.

FRANCE — Au demeurant, il y a quelques décennies encore, on pouvait considérer que l'aspiration à l'accomplissement personnel allait se maintenir sinon s'accroître, et que les luttes visant à assurer à toutes et tous les conditions favorisant l'autonomie allaient se poursuivre et peut-être même s'intensifier. Or, il n'en a pas été ainsi. À compter des années 1980, la crise économique structurelle et profonde à laquelle nos sociétés ont été confrontées a graduellement mis fin à ce monde dans lequel nous baignions depuis les années 1960 et où tout semblait possible. S'engouffrant dans la brèche ouverte par la crise, les néolibéraux vont intensifier leur attaque en vue d'instaurer le règne implacable d'un réalisme borné.

Dans les années qui ont suivi, on a assisté à un certain retrait des États par rapport aux fonctions qu'ils assumaient antérieurement, et les droits sociaux ont été partiellement érodés, ce qui a pénalisé non seulement les plus démunis mais aussi la classe moyenne. Certains vont se réfugier dans des mouvements religieux intégristes, qui s'opposent à la société moderne. C'est ainsi qu'aux États-Unis, les groupes fondamentalistes chrétiens, qui n'ont jamais accepté la laïcisation de la société non plus que la libéralisation des mœurs et l'émancipation des femmes, vont connaître un spectaculaire regain d'influence. Sans verser dans cet obscurantisme puritain non plus que dans la violence et la rage dans lesquelles s'enliseront quelques autres, la majorité des laissés-pour-compte vont néanmoins perdre confiance dans

l'État et éprouver un profond ressentiment à l'égard des élites politiques.

MARTIN – Toutefois, quoique contesté, l'État social s'est plus ou moins maintenu. Pour transformer en profondeur l'ordre sociopolitique des sociétés démocratiques, il en fallait plus. C'est ce à quoi vont se consacrer les populistes et leurs adeptes issus de la nébuleuse républicaine américaine ou de l'extrême droite européenne. Rêvant de renverser l'ordre moderne, ces réactionnaires vont pour ce faire bénéficier de l'aide effective d'un groupe d'oligarques libertariens, ces barons voleurs du XXI^e siècle, qui voudraient bien pouvoir jouir sans contraintes de leur pouvoir économique, et émasculer pour ce faire l'État social sinon l'État de droit. Cela dit, il est à mon sens fondamental d'examiner la façon dont ces divers entrepreneurs politiques ont procédé pour établir leur hégémonie culturelle.

VÉRONIQUE – Qu'entends-tu par hégémonie culturelle?

MARTIN – Il s'agit d'un concept développé dans les premières décennies du XX^e siècle par un théoricien politique italien, Antonio Gramsci. Il se réfère à un type particulier de domination, une domination exercée non par la seule force, mais par la diffusion d'idées et de valeurs qui obtiennent une large approbation. Gramsci considérait que la conquête du pouvoir politique passait par la conquête d'une telle hégémonie culturelle. Or, cette conception a été récemment reprise par des militants de l'extrême droite, comme l'Américain Steve Bannon, qui l'ont instrumentalisée et mise en œuvre. À l'instar des fascismes des années 1930, qui ont dupé des populations entières, les divers courants de la droite

radicale vont mener une propagande acharnée, mais une propagande adaptée à l'ère d'Internet. Ils vont s'approprier cette machine de communication extrêmement puissante, utilisant les réseaux sociaux à leurs fins.

DANIEL – J'ai personnellement quelques doutes à propos de l'influence et de la force de persuasion qu'exerceraient dorénavant les plateformes des réseaux socionumériques. Il est vrai que les internautes, pris dans des bulles de filtre, n'ont accès qu'à une information très limitée, le plus souvent non confirmée et diffusée par des leaders d'opinion. Mais d'une part, les internautes choisissent eux-mêmes les réseaux auxquels ils s'inscrivent, et ils le font en fonction de leurs valeurs et de leur idéologie, sinon par souci de conformité à leur groupe d'appartenance. D'autre part, les leaders d'opinion ne se voient octroyer leur position que pour autant qu'ils répondent aux attentes de leurs followers. Ne peut-on penser que plutôt que de modifier significativement les façons de voir, les réseaux sociaux ne font que les renforcer tout en les révélant?

VÉRONIQUE – Je crois que tu sous-estimes l'emprise qu'exercent les médias sociaux sur la société, et particulièrement sur les jeunes dont ils façonnent les opinions et les comportements. Les populistes et leurs zélotes, eux, l'ont bien compris. Accumulant les arguments simples, polémiques et répétitifs, ils propagent de fausses informations, qualifiées de vérités alternatives. Jetant le discrédit sur toutes les sources d'autorité, ils dénoncent de soi-disant complots. Transfigurant leurs propres manques et défauts en qualités, ils travestissent leur inexpérience en garant de leur intégrité, leur

incompétence en gage de leur authenticité et leurs mystifications en témoignage de leur liberté d'esprit.

Que ces tactiques réussissent, cela tient évidemment à ce qu'en dépit de l'éducation, de la circulation de l'information et de l'ampleur des débats publics, une bonne partie de nos concitoyens souffrent de crédulité et ne sont pas à même d'exercer leur jugement critique. Mais cela s'explique aussi par le fait que nos zéloteurs savent s'y prendre pour susciter des émotions et enflammer les esprits. Ils captent l'attention par l'outrance, le burlesque et la provocation. Ils cultivent l'indignation, le ressentiment, la rage et la colère. Ils exacerbent les préjugés et les passions les plus extrêmes.

MARTIN – Tu vois, Daniel, c'est bel et bien la voie qu'a suivie Donald Trump, lui qui n'a cessé de chercher à influencer l'opinion publique en diffusant volontairement des informations fausses, faussées ou biaisées, avec le concours d'une constellation de médias conservateurs et d'influenceurs de la droite radicale et de la sphère complotiste. Et depuis son élection, il a porté cette stratégie à son apogée. Non seulement il a ordonné aux administrations fédérales d'expurger leurs sites, documents et publications de toute trace d'évidence infirmant son idéologie, mais il a menacé de suspendre les subventions ou autres appuis financiers à toute institution refusant de se conformer à ses diktats. Il a en outre lancé une attaque frontale contre la liberté de la presse. Et cela fonctionne. Déjà, les patrons des grands réseaux sociaux se sont soumis, se débarrassant de leurs départements de surveillance et de contrôle de la désinformation.

DANIEL – Oui, j'en conviens. Du reste, j'ajouterai que Donald Trump a accédé au pouvoir en faisant appel aux pires tares de

ma société d'origine. C'est ainsi qu'il a cyniquement tiré parti du poison raciste instillé dans le pays par plus de quatre siècles d'esclavage et de ségrégation. Connaissant le personnage, j'avoue ne pas en avoir été étonné. En revanche, j'ai été vraiment déconcerté par le fait que ses messages empreints de misogynie aient été si bien reçus par un bon nombre d'hommes, notamment de jeunes hommes. Je ne croyais pas que le masculinisme, ce contre-mouvement qui vise à arrêter sinon à faire reculer le processus d'émancipation des femmes, jouissait d'une telle influence.

FRANCE – C'est effectivement effarant de voir ainsi remises en cause les avancées réalisées par les luttes féministes au cours du dernier siècle. Les masculinistes soutiennent que les réelles victimes du sexisme sont aujourd'hui les hommes. Ceux-ci seraient désormais aux prises avec une véritable crise de la masculinité en raison de la domination exercée par les femmes et du réquisitoire empreint de haine et de mépris dressé par les féministes à leur égard. Le dénigrement et la dévalorisation affecteraient particulièrement les garçons et les jeunes hommes. Contraints à fréquenter des écoles qui, favorisant des approches féminines d'apprentissage et méconnaissant leurs caractéristiques et leurs besoins propres, ne leur sont plus adaptées, les garçons rencontreraient d'importantes difficultés scolaires. Quant aux jeunes hommes, ils se verraient évincer par les jeunes femmes qui usurperaient les meilleurs emplois grâce à des programmes préférentiels d'embauche.

À toute personne capable de pensée critique, ce discours apparaîtra évidemment faux sinon ridicule. D'une part, les hommes sont encore clairement dominants dans tous les secteurs de nos sociétés. D'autre part, ce sont les femmes qui subissent encore la haine et le mépris qui se traduisent

trop souvent dans une violence physique, psychologique ou sexuelle. En ce qui concerne les écarts de résultats scolaires, il a été amplement démontré qu'ils tiennent beaucoup plus à l'origine sociale qu'au sexe. Enfin, sans parler des différences salariales entre les métiers traditionnellement masculins et féminins, il est notoire qu'à diplômes égaux et dans les mêmes professions, les femmes gagnent en moyenne moins que les hommes.

PHILIPPE – Il apparaît que parmi les masculinistes, il est une frange plus radicale qui prône carrément la suprématie des hommes sur les femmes en raison d'une supériorité qui leur serait naturelle. Soutenus par des hommes qui jouissent d'une influence dans le monde des médias, des affaires ou de la politique, ces suprémacistes mâles propagent non seulement un esprit de revanche contre les féministes, mais une volonté de rétablir une franche inégalité entre hommes et femmes. Faisant des femmes des boucs émissaires, ils offrent aux jeunes hommes démunis, peu instruits et en colère une idéologie qui explique la source de tous leurs problèmes et justifie leurs prétentions. Étonnamment, il est même des femmes qui, conditionnées par ce courant de pensée, en viennent à accepter la domination des hommes.

Que Trump, parfaite incarnation de cette mâlitude arrogante et pernicieuse ait courtoisé activement les électeurs, et en particulier les plus jeunes, en menant une campagne viriliste, cela n'est pas surprenant. Mais que cela ait porté ses fruits apparaît extrêmement inquiétant. Je vois dans la remise en cause de l'émancipation des femmes l'indice d'une lourde régression orchestrée par plusieurs protagonistes. Car il n'y a pas que les suprémacistes mâles et leurs proches cousins, les suprémacistes blancs, qui relèvent la tête. Il y a aussi les

obscurantistes puritains qui rejettent l'autonomie des humains et affirment leur nécessaire soumission aux principes religieux d'un autre temps. Il y a également ces libertariens qui, adeptes d'un individualisme de déliaison et de désengagement, défendent de facto ceux qui prétendent pouvoir agir sans contrainte. Et puis, il y a bien sûr ces oligarques dont Martin a parlé.

VÉRONIQUE – Sans contester la pertinence de nos propos, je dois vous avouer que je les trouve passablement accablants. Si ce n'était de la légèreté de nos conversations usuelles, la quête de sérénité à laquelle Philippe nous a convié m'apparaîtrait relativement désespérée. Je veux bien que nous poursuivions nos entretiens pour mieux comprendre l'évolution en cours, mais peut-être pourrions-nous prendre une pause en devançant la première semaine de relâche que nous avons prévue à l'origine.

UN PREMIER INTERMÈDE

Nous avions convenu de mettre à profit nos fins de semaine pour explorer la région orientale de l'île, et de nous accorder deux semaines de relâche pour visiter les sites incontournables des régions occidentale et centrale. C'est ainsi qu'à la suggestion de Véronique, entre les 21 et 27 septembre, nous avons effectué une première tournée qui nous a permis de découvrir d'importants vestiges de la civilisation minoenne, d'abord dans le musée archéologique d'Héraklion, puis sur les sites de Knossos et de Phaestos.

Personnellement, j'ai été particulièrement ému en découvrant dans une des galeries du musée les célèbres fresques aux couleurs vives représentant des scènes saisissantes d'acrobates effectuant des sauts au-dessus de taureaux au galop, fresques dont des reproductions m'avaient tant fait rêver à l'adolescence. À Phaestos, grâce aux fouilles minutieuses qui y ont été menées, nous avons pu apprécier les restes du palais en terrasses avec son quartier royal, ses cours, ses magasins et son théâtre. Cependant, et même s'il a été abusivement reconstitué, c'est sans doute l'ensemble palatial de Knossos qui a le plus retenu l'attention de notre groupe, donnant notamment à France l'occasion de nous apporter un éclairage inattendu à propos des mythes.

FRANCE – En Crète, une terre riche en mythes, l'une des figures légendaires majeures est celle du roi Minos. Né de l'union d'Europe et de Zeus, Minos aurait un jour offensé Poséidon en

gardant pour lui un taureau destiné au sacrifice. Mécontent, le dieu aurait inspiré à Pasiphaé, l'épouse de Minos, une passion amoureuse pour cet animal. À la suite de leur accouplement, Pasiphaé aurait engendré un monstre à tête de taureau et à corps humain, le fameux Minotaure. Alarmé, le roi Minos aurait alors ordonné à son architecte, Dédale, de construire un labyrinthe dans le but d'y dissimuler ce monstre qui se nourrissait de chair humaine. Heureusement, Thésée, un intrépide héros, allait mettre fin à cette horrible pratique. Ayant séduit Ariane, une des filles de Minos, il se serait introduit dans le labyrinthe, tuant le Minotaure et s'échappant en suivant le fil fourni par Ariane, fil qu'il avait déroulé derrière lui au fur et à mesure qu'il avançait dans les galeries.

DANIEL – Manifestement, le labyrinthe apparaît ici étroitement associé à la mythologie grecque. Mais est-ce qu'on le retrouve ailleurs?

FRANCE – Oui, on le retrouve dans de nombreuses civilisations et à diverses époques, tout autant comme symbole que comme support d'un mythe. Sa plus ancienne représentation a été découverte dans une tombe sibérienne datant du Paléolithique, et il se révèle comme l'un des thèmes les plus constants de l'art rupestre européen qui a fleuri depuis la Méditerranée jusqu'à la mer du Nord. On le rencontre en Chine de même qu'en Égypte, où l'historien grec Hérodote tenait une de ses matérialisations pour l'une des Sept Merveilles du monde. Dans les Amériques précolombiennes, aussi bien les Quechuas, les Mapuches, les Aztèques, les Mayas et les Incas que les Navajo et les Hopi utilisaient pareillement des motifs de labyrinthe dans leurs constructions, leurs œuvres d'art et leurs rituels.

VÉRONIQUE – Comment expliquer cet usage du labyrinthe comme symbole au sein de cultures aussi éloignées dans le temps et dans l'espace?

FRANCE – Il serait fort improbable que cela soit le fruit d'un pur hasard. On ne saurait non plus imaginer le labyrinthe comme une forme ou un modèle mental universel et inné qui résiderait dans une sorte de mémoire psychique commune à l'humanité. Non seulement cette hypothèse de l'existence d'archétypes enfouis dans un inconscient collectif n'a jamais été démontrée, mais elle est aujourd'hui totalement écartée par la génétique et les neurosciences. Sans connaître l'origine précise de l'image du labyrinthe, je vois pour ma part dans sa relative ubiquité la conséquence d'un phénomène de diffusion qui aurait opéré au gré des migrations et des contacts entre populations qui ont eu lieu depuis le Paléolithique. Du reste, selon les chercheurs, il en aurait été ainsi de nombreux mythes que l'on retrouve disséminés d'un bout à l'autre de la planète. Le tracé sinueux et complexe du labyrinthe aurait été repris par des générations successives, symbolisant tantôt un parcours de vie et ses difficultés, tantôt la confrontation héroïque avec des forces obscures, tantôt un voyage initiatique et une quête de sens. Il est remarquable qu'à l'instar des gènes, des langues et des produits de l'art et de l'industrie, la plupart des mythes aient eux aussi une ascendance commune.

Soulevant un intérêt évident, la causerie de France avait suscité un échange qui a duré pratiquement toute une soirée. Aussi, le lendemain soir, ai-je eu l'idée de partager le fruit de quelques-unes de mes récentes lectures qui m'avaient captivé.

PHILIPPE – Suivant l’habitude que j’ai contractée il y a longtemps, avant de venir séjourner en Crète, je me suis procuré quelques livres traitant de sa géographie, de sa culture et de son histoire. Et j’ai été étonné par l’explication avancée par certains auteurs concernant la fin de la civilisation minoenne. Bien sûr, comme archéologue, je sais pertinemment que bon nombre de civilisations se sont effacées par suite d’un effondrement. La chute de l’Empire romain d’Occident en est sans doute un des cas les plus notoires. Mais on en repère à d’autres époques et en d’autres lieux. Il en a été ainsi de la civilisation urbaine de l’Indus par exemple, ou encore des cités mayas ou khmères.

Cependant, un des anéantisements dont j’ignorais l’ampleur, et qui m’est apparu des plus éclairants quant à ce que nous réserve éventuellement l’avenir, s’est produit il y a plus de trois mille ans dans la région même où nous nous trouvons. À l’époque, la civilisation minoenne qui rayonnait en Crète et sur une grande partie de la mer Égée, et dont vous et moi avons le plaisir de découvrir les vestiges, était loin d’être isolée. Depuis le XIV^e siècle avant notre ère, elle avait pris part à la sphère de coprospérité qui regroupait le bassin oriental de la Méditerranée, l’Égypte et le Proche-Orient. Pendant trois siècles, Minoens, Mycéniens, Hittites, Assyriens, Babyloniens, Cananéens, Chypriotes et Égyptiens avaient interagi les uns avec les autres, développant de fructueux échanges diplomatiques, économiques et culturels. Les marchands, mais également les médecins, les architectes, les sculpteurs et autres artisans circulaient entre les différentes cours, assurant la diffusion des idées et des innovations. Cependant, entre 1200 et 1100, ce monde globalisé, cosmopolite et multipolaire s’écroule et disparaît presque totalement. Les palais et leurs

structures administratives s'affaissent, les économies centralisées se dégradent, les arts périssent, l'usage de l'écriture se perd et les communautés se délitent.

MARTIN — Comment les chercheurs expliquent-ils ce cataclysme?

PHILIPPE — Ils y voient le résultat d'une parfaite tempête soulevée par la combinaison de différents facteurs dont les répercussions auraient été décuplées suivant un effet multiplicateur. Certains de ces facteurs auraient été d'ordre naturel. On sait, par exemple, qu'une série de tremblements de terre ont secoué la région pendant une cinquantaine d'années, de 1225 à 1175, et que des sécheresses répétées à l'origine de famines y ont fait rage en raison d'importants changements climatiques. D'autres facteurs auraient été d'ordre sociopolitique. Les archéologues ont ainsi repéré les signes d'une nette augmentation des invasions par des peuples étrangers et des conflits internes. Certains d'entre eux postulent en outre qu'une course en avant permanente de la part d'élites en mal de légitimité et de prestige aurait fragilisé les économies des sociétés en question. Enfin, tous présument qu'en raison de leurs interconnexions et interdépendances, la chute de l'une ou l'autre de ces sociétés a pu provoquer un effet domino.

Certes, comparaison n'est pas raison. Je me demande néanmoins si les périls auxquels notre société mondialisée actuelle est exposée ne présentent pas des similitudes troublantes avec ceux qui ont contribué au désastre que je viens d'évoquer.

La question est apparue judicieuse, mais trop complexe pour être abordée à la suite d'un repas bien arrosé. Nous allons y revenir lors d'un prochain entretien.

ENTRETIEN DU 1^{er} OCTOBRE

Le voyage effectué la semaine précédente nous avait aéré l'esprit, restituant au sein du groupe une ambiance plus sereine. Et comme elle l'espérait, Véronique avait échappé à la morosité. C'est donc en toute spontanéité qu'elle a pris la parole et relancé la discussion.

VÉRONIQUE – Cher Philippe, nous devons sans aucun doute revenir sur les périls qui guettent notre société mondialisée et te rendent passablement inquiet pour l'avenir. Cependant, je souhaiterais que l'on essaie auparavant d'imaginer des moyens qui pourraient être mis en œuvre dans le but de neutraliser autant que possible la stratégie déployée par les populistes et leurs zéloteurs.

Je vous rappelle que si ces derniers ont pu établir ce que Martin a qualifié d'hégémonie culturelle partielle, c'est que les conditions s'y prêtent. Comme nous l'avons déjà constaté, avec Internet et les réseaux sociaux, ils disposent incontestablement de formidables outils de communication pour mener leur propagande. Cependant, s'ils arrivent ainsi à façonner les opinions et les comportements d'un bon nombre de gens, c'est sans doute que ceux-ci sont en quelque sorte prédisposés à cet endoctrinement. Cette propension tient à mon sens à la crédulité et à l'absence de sens critique, deux sources importantes de vulnérabilité.

DANIEL – Je crois pour ma part qu'elle s'explique aussi par l'intensification des sentiments d'insuffisance et

d'impuissance personnelle que ressentent plusieurs de nos concitoyens du fait de n'avoir que de moins en moins de prise sur les situations auxquelles ils ont à faire face. Afin d'alléger l'angoisse et le vertige qui en résultent, certains s'en remettent à des promesses fallacieuses que leur font miroiter sectes et gourous. D'autres ont tendance à se réfugier dans un cocon narcissique, cherchant à se donner l'illusion d'un accomplissement en consommant tout ce qui est à peu près consommable.

Mais la fuite dans le narcissisme s'opère aussi à travers une incessante activité de séduction, de manipulation psychologique, qui vise à provoquer l'intérêt et l'admiration d'autrui sans qu'aucun véritable exploit ni réalisation effective ne vienne les justifier. La lutte contre l'angoisse diffuse se gagne alors à la condition de susciter l'attention, seule manière d'assumer et de réassumer un fragile sentiment d'identité : j'existe pour l'autre, donc j'existe. Cette culture du narcissisme et de l'égoïsme dispose aujourd'hui de multiples ressorts, depuis le selfie, cet autoportrait réalisé avec un smartphone et posté sur les réseaux sociaux, jusqu'à l'exhibition affligeante de sa personne dans une télé-réalité où l'intime devient public, en passant par la mise en scène de soi sur Tik Tok. Les populistes et leurs partisans sont passés maîtres dans l'art de manier ces différents leviers qui jouent sur l'amour-propre et la vanité, tout en faisant appel à la rivalité. Je vous rappelle que Trump lui-même a animé pendant plusieurs années une émission de télé-réalité, enflammant les esprits par l'outrance, le burlesque et la provocation, mais également par le recours à la malveillance qui se manifestait, entre autres, lorsqu'il balançait son slogan favori « you're fired ».

MARTIN – Au surplus, il n’y a pas que le culte du moi dont les populistes ont appris à tirer parti. Ils mettent aussi à profit le goût du jeu. Leurs affidés ont en effet investi l’univers des jeux vidéo, des jeux auxquels s’adonnent tout de même plus de trois milliards de jeunes et de moins jeunes dans le monde. Ces jeux, dont plusieurs présentent un contenu violent et sexiste, ainsi que les espaces de discussion que les plateformes qui les hébergent fournissent à ceux qui s’y livrent sont des terrains fertiles pour les discours haineux et la radicalisation. Des extrémistes s’infiltrent dans les communautés d’adeptes, y pratiquant la surenchère et le complotisme. Instrumentalisant le sentiment d’appartenance qui y prévaut, et prônant l’exclusion voire l’hostilité à l’égard d’individus ou de groupes stigmatisés en raison de leur différence, ils s’ingénient à propager leur idéologie pernicieuse. Car si les sentiments d’insuffisance et d’impuissance personnelle peuvent se dissiper dans le narcissisme, ils peuvent également se cristalliser dans le ressentiment, la colère et la rage, des passions que nos bouffons maléfiques prennent plaisir à exacerber.

PHILIPPE – Il est cependant des gens qui pensent qu’il est encore possible d’atténuer ces divers effets néfastes en appliquant des mesures énergiques. D’aucuns proposent, par exemple, la levée de l’anonymat sur les réseaux sociaux, ce qui pourrait se faire, entre autres, en obligeant les internautes à signer de leur nom et à assumer leurs propos sous peine de sanctions en cas de transgression des lois. Il a également été suggéré de conférer aux patrons des plateformes numériques le statut d’éditeurs, ce qui les rendrait responsables de ce qui se publie sur leur site et les inciterait à une autorégulation effective. À elles seules, ces deux mesures permettraient sans doute de

réduire massivement les contenus illicites, messages de haine, de menace, de diffamation et de désinformation. Et, qui sait, les réseaux sociaux deviendraient peut-être alors les véritables lieux d'échange et de partage qu'ils prétendaient être à l'origine.

DANIEL – Personnellement, je suis convaincu qu'il y a aussi beaucoup à faire du côté des internautes. Il faut combattre les pratiques addictives et la dépendance, particulièrement chez les plus jeunes. Déjà, un certain nombre de parents ont entrepris de limiter à la maison l'usage des téléphones cellulaires et autres appareils mobiles personnels. De surcroît, en Europe comme au Québec, ils ont incité les gouvernements à instaurer des règles visant à en restreindre l'utilisation à l'école. C'est bien, mais encore doit-on aider les jeunes à identifier les besoins qu'ils cherchent à satisfaire en ligne, et leur proposer des activités de nature sportive, artistique ou autre qui peuvent leur permettre de combler de manière plus effective leurs désirs de socialisation et d'intégration, de compétition et de performance, ou de simple divertissement. Il est enfin nécessaire de sensibiliser et de former l'ensemble des internautes.

VÉRONIQUE – Absolument! Mais à mon sens, cela implique que nous parvenions à développer et à enraciner une véritable culture scientifique, ce dont nous ne disposons manifestement pas. Nos sociétés sont de fait confrontées à un paradoxe stupéfiant. D'une part, les sciences n'ont jamais été aussi prolifiques, et les développements technologiques qu'elles suscitent sont omniprésents dans nos vies. De plus, grâce à l'accès à l'éducation pour tous, une vaste majorité de nos populations est susceptible de recevoir une éducation

scientifique à tout le moins sommaire. Néanmoins, la pensée scientifique, rationnelle et critique semble impuissante face à des idéologies qui la refusent ou la récupèrent, et l'ignorance et la bêtise ont rarement été aussi consternantes.

On baigne aujourd'hui dans une atmosphère de doute sinon de méfiance et de soupçon à l'égard du discours scientifique. Aux yeux de nombreux citoyens, la science apparaît comme un monde contaminé ou manipulé par le pouvoir économique et politique. Ils en viennent à douter de tout, y compris de ce qui est soutenu à la fois par de claires données empiriques et de robustes théories. Cette attitude est évidemment mise à profit et amplifiée par les populistes qui déballent leurs vérités alternatives.

MARTIN – Au demeurant, ces imposteurs peuvent compter sur les croyances magiques ou erronées qui foisonnent de nos jours et qui se travestissent quelquefois en pseudosciences. Pour légitimer telle ou telle croyance, on invoque en de pareils cas l'incapacité de la science actuelle à expliquer des phénomènes qui sortent pour l'instant de son champ. Ce type de raisonnement est utilisé, entre autres, pour plaider en faveur de certaines médecines alternatives qui ne reposent, en vérité, sur rien. On le rencontre également chez ceux qui tentent de démontrer la réalité de phénomènes imaginaires, la télépathie, par exemple, cette soi-disant possibilité de transmettre des pensées ou des impressions quelconques à une autre personne en dehors de toute communication par les voies sensorielles connues. On nous dira que ça n'est pas parce qu'on est incapable d'expliquer la télépathie que la télépathie n'existe pas. Et l'on ajoutera qu'un jour ou l'autre, des scientifiques découvriront certainement les capacités encore ignorées de notre cerveau qui rendent possible la télépathie.

Le problème est que la télépathie, comme bien d'autres soi-disant phénomènes mystérieux, n'existe tout simplement pas. Malgré les efforts déployés depuis des lustres par plusieurs de ses partisans, il n'existe aucune donnée empirique qui atteste d'une telle capacité. La science ne peut évidemment expliquer ce qui n'existe pas.

PHILIPPE – Et il est évidemment des acteurs qui promeuvent et qui profitent des sciences fausses ou occultes. Il en va ainsi des praticiens des médecines alternatives dont tu viens de parler. Mais, à mon avis, un des dossiers les plus édifiants concerne l'église de scientologie, dans laquelle sont impliquées des personnalités célèbres du monde de la politique, du sport ou du spectacle. Fondée aux États-Unis dans les années 1960, cette secte est aujourd'hui présente dans de nombreux pays. On la retrouve, par exemple, chez moi au Québec, plus précisément dans la Basse-Ville de Québec où elle a pignon sur rue. Propageant des idées farfelues, dont celle de liens qu'elle aurait tissés avec des extra-terrestres, elle prétend être en mesure d'aider les humains à parvenir à la liberté spirituelle totale et à découvrir les vérités premières. En fait, c'est avant tout une entreprise commerciale dont le but est de gagner de l'argent en escroquant les personnes plus ou moins fragiles psychologiquement qu'elle recrute comme membres.

VÉRONIQUE – Il faut dire que la science revêt le plus souvent un caractère contre-intuitif. Prenons par exemple la question de la forme de la Terre et de sa place dans l'Univers. Nul ne saurait concevoir intuitivement que la Terre est sphérique et non plate, et encore moins qu'elle tourne sur elle-même à 1 600 kilomètres à l'heure, et autour du Soleil à plus de 100 000 kilomètres à l'heure. C'est vraisemblablement la nature

étrange ou inattendue de moult explications apportées par les sciences qui fait qu'il est par exemple plus facile pour certains de croire aux récits mythologiques d'une création du monde que d'ajouter foi aux découvertes scientifiques quant à l'évolution du cosmos, de la matière et du monde vivant. Et l'on trouve évidemment des sites qui mettent en cause la rotondité de la Terre, ou d'autres qui affirment que le monde a été réellement créé en six jours. Apparemment, et comme le soutient Trump qui s'en fait le champion incontesté, on ne saurait tout de même aller à l'encontre du gros bon sens!

FRANCE – De mon point de vue, le problème est qu'en dépit de l'éducation, de la circulation de l'information et de l'ampleur des débats publics, une bonne partie des gens ne sont pas à même d'exercer leur jugement critique à l'égard des immenses flux d'informations qui les submergent. Bien sûr, on ne peut pas s'attendre à ce que chacun soit capable d'évaluer par lui-même la vraisemblance de toutes les opinions énoncées. Au demeurant, notre savoir serait extrêmement limité s'il se réduisait aux connaissances que nous avons développées par nous-mêmes. De là, l'importance de rendre les gens aptes à distinguer et à bien choisir leurs sources d'information.

Si je peux faire confiance aux scientifiques, plutôt qu'aux complotistes ou à d'autres illuminés, ce n'est pas en vertu d'une omniscience qu'ils posséderaient. Mais bien parce qu'ils appliquent des méthodes rigoureuses et qu'ils sont regroupés dans des institutions compétentes qui voient au bon fonctionnement de la recherche et à la qualité de ses résultats. Certes, les connaissances scientifiques ne peuvent prétendre à une forme de vérité absolue. Cependant, elles sont les plus crédibles du fait que la communauté scientifique s'assure de leur validité, tout en veillant à ce qu'elles soient revues et

corrigées au fur et à mesure que la recherche avance. Contrairement à ce que prétendent les obscurantistes qui en induisent un relativisme simpliste, l'évolution des sciences révèle non pas leur déficience, mais leur fertilité.

VÉRONIQUE – Je suis d'accord avec le fait qu'il faut renforcer la capacité de discriminer les diverses sources d'information. Mais j'estime que pour être en mesure de transformer l'information en connaissance et de juger des différents points de vue qui s'affrontent dans l'espace public, les gens doivent avoir assimilé des connaissances scientifiques d'ordre général. Or, ces connaissances ne peuvent être imposées de l'extérieur. Elles doivent être appropriées par les individus comme ce qui rend intelligible le monde et permet de s'y accomplir. De là l'importance d'une pédagogie qui cultive le goût du savoir et éveille l'intérêt pour les sciences. Il faut rompre avec une éducation qui se présente trop souvent comme strictement utilitaire, axée sur l'obtention de bonnes notes et d'un diplôme à la suite d'enseignements qui s'empêchent dans la résolution de problèmes formels portant sur des sujets étroits.

Pourtant, les connaissances scientifiques ont tout pour nous faire rêver. La science ne désenchante pas le monde, tant s'en faut. Bien sûr, la démarche scientifique nous oblige à reconnaître nos limites. Les sciences ne répondent pas à toutes nos questions. Mais les descriptions de l'évolution de l'Univers, de la matière et du monde vivant qu'elles nous proposent sont non seulement plus justes, mais infiniment plus éblouissantes que celles qu'en font les récits mythologiques. Et puis, concevoir que nous pouvons remonter dans le temps en regardant les étoiles et les galaxies, ou saisir qu'à l'instar de tous les êtres vivants nous sommes des

poussières d'étoiles, n'empêche nullement d'être émerveillé devant la beauté et la complexité du ciel étoilé, au contraire.

FRANCE — Je suis aussi d'avis que le développement d'une culture scientifique peut constituer un véritable contrepoids à la stratégie déployée par les populistes et leurs zéloteurs. Mais encore faut-il s'en donner les moyens. Malheureusement, les médias classiques accordent bien peu de place à la communication scientifique. À ma connaissance, et mises à part de trop rares exceptions qui pratiquent une vulgarisation de qualité rendant les découvertes scientifiques accessibles et compréhensibles pour un large public, les entreprises publiques de radiodiffusion ont tendance à délaisser leur vocation éducative au profit d'émissions de divertissement.

Il reste évidemment les enseignants, qui devraient être les premiers responsables de l'initiation à la science. Cependant, pour assumer ce rôle, ils doivent non seulement disposer d'une formation pédagogique appropriée, mais être familiarisés avec les sciences. Or, étonnamment, certaines facultés d'éducation s'en préoccupent peu. Dans quelques-unes, on peut même rencontrer des doctrinaires, qualifiés de postmodernistes, qui pratiquent un scepticisme radical suivant lequel toutes les formes de savoir et toutes les démarches de connaissance doivent être traitées sur une base égalitaire, voire considérées comme équivalentes. Ils discréditent ainsi la science moderne en soutenant qu'elle n'est qu'une croyance parmi d'autres, qu'un mythe propre aux sociétés occidentales qui prétendent à une illusoire objectivité.

MARTIN — De plus, il y a bien sûr les réactionnaires de tous acabits qui s'opposent à la transmission des connaissances qui vont à l'encontre de leurs croyances ou de leurs desseins.

Ainsi, Trump, qui est à cet égard exemplaire, n'a pas perdu de temps pour imposer des mesures visant à forcer écoles et universités à se conformer aux positions qui sous-tendent son programme politique ultraconservateur. Il a notamment décidé d'éliminer le département de l'Éducation et de transférer ses responsabilités aux États, ce qui devrait permettre à ses acolytes républicains qui en gouvernent un bon nombre de renforcer leur contrôle sur les programmes scolaires et d'exercer une censure plus rigoureuse sur les manuels et autres outils pédagogiques. Quant aux universités qui persistent à défendre la liberté académique et qui refusent de se laisser dicter ce qu'elles peuvent enseigner et qui elles peuvent admettre et recruter, elles subissent de fortes coupures dans le financement de leurs programmes de recherche.

DANIEL — Et pendant ce temps, les PDG des entreprises multinationales du numérique, qui, tel Elon Musk, se sont faits par intérêt compagnons de route de Trump, propagent un scientisme puéril. Suivant ces technophiles, le progrès des sciences et des techniques va rendre possible la résolution de tous les problèmes du monde. Certains d'entre eux vont jusqu'à imaginer que l'intelligence artificielle (IA) va permettre aux humains de transcender les limites naturelles que leur impose leur corporéité, leur apportant non seulement une intelligence et une sagesse incomparables, mais une quasi-immortalité. Évidemment, la réalisation de ce projet transhumaniste suppose à leur avis qu'il n'y ait aucune entrave posée au développement de l'IA. Or, l'ancien président Biden, partisan d'un essor contrôlé, avait mis l'accent sur la sécurité et l'appréhension des risques. Mais, revirement complet, le nouvel occupant de la Maison-Blanche a dévoilé en juillet

dernier un plan d'action qui vise justement à favoriser le développement de l'IA en écartant toutes les réserves sur ses possibles dérives.

Il est indéniable que l'IA peut faciliter la recherche et favoriser l'accomplissement de progrès considérables pour l'humanité, en particulier dans le domaine médical. On doit toutefois se soucier de ses impacts, notamment sur l'emploi. Il faut également s'assurer de la qualité des données dont on l'alimente. Si les données sont biaisées, l'IA le sera aussi. Et si la programmation est négligente, des dérapages inquiétants peuvent survenir. Déjà, certains produits de l'IA présentent des conséquences négatives. Je pense notamment à ces hypertrucages qui, reproduisant à l'identique l'apparence d'une personne ainsi que sa voix, sont utilisés à des fins de désinformation, de diffamation, de chantage ou de fraude. Il est assurément nécessaire de légiférer à cet égard. Et s'il convient de sensibiliser la population aux défis et aux risques associés à l'utilisation de l'IA, il est indispensable d'exiger la transparence de la part de ceux qui la développent et la déploient.

FRANCE — Je m'en voudrais d'être chauvine, mais je ne peux m'empêcher de penser à une figure emblématique de l'histoire de l'éducation en France, celle des « hussards noirs de la République », ces instituteurs qui, sous la Troisième République, étaient engagés dans la diffusion des valeurs devant servir de socle à une nation laïque et républicaine. Ce serait quand même extraordinaire si nous, enseignants et professeurs, assumions aujourd'hui un pareil rôle dans le but de participer au renversement de l'hégémonie culturelle que les populistes et leurs zéloteurs sont en voie d'instaurer. En imitant le titre donné par Bertolt Brecht à la pièce de théâtre

dans laquelle il faisait une satire de l'ascension d'Adolf Hitler et du nazisme, on pourrait alors proclamer qu'il est possible de se dresser contre la résistible ascension des populistes.

LA DÉSOCCIDENTALISATION
ET
LE DÉCLIN DE LA MODERNITÉ

ENTRETIEN DU 8 OCTOBRE

L'automne battait son plein, et les herbes des champs s'étaient parés d'une belle teinte dorée. Toujours aussi agréables, nos promenades matinales n'en étaient que plus toniques. En laissant le temps au temps, nous nous étions peu à peu apprivoisés. Et malgré les nouvelles affligeantes que nous rapportaient les médias, l'ambiance conviviale qui régnait dans le groupe préservait notre entrain. D'autant que nos entretiens hebdomadaires nous octroyaient un certain recul face à la situation conjoncturelle, ce qui en diminuait l'impact émotionnel et nous permettait de mieux en juger. S'éclaircissant la voix, Martin s'apprêtait visiblement à ouvrir ce nouvel épisode.

MARTIN – Comme Véronique nous l'a suggéré la semaine dernière, je propose que nous revenions à la question esquissée par Philippe relativement à une crise majeure qui menacerait notre société mondialisée. Tu pourrais peut-être, Philippe, expliciter quelque peu ton point de vue.

PHILLIPE – Bien, ainsi que je vous en ai fait part, cette question m'est apparue à l'occasion de mes lectures concernant l'effondrement civilisationnel qui s'est produit ici en Crète ainsi que dans d'autres zones adjacentes du Proche-Orient, il y a plus de trois mille ans. En examinant les facteurs qui, selon les chercheurs, ont contribué à ce cataclysme, j'en suis venu à m'interroger sur la possibilité qu'une évolution plus ou moins

similaire s'opère dans notre monde en raison de la conjugaison d'un ensemble de phénomènes qui s'y jouent présentement. Je pense bien sûr à la régression des démocraties dont nous avons abondamment parlé. Je pense aussi à la montée des autocrates qui, en Chine, en Russie ou ailleurs, militent en faveur d'un capitalisme autoritaire et cherchent à imposer un nouvel ordre mondial. Je pense également à l'exacerbation de la rancœur et du ressentiment éprouvés par les populations du Sud global à l'égard de l'Occident. Je songe enfin aux dévastations que vont presque assurément entraîner les changements climatiques.

MARTIN – Chacune de ces perspectives est manifestement inquiétante, mais je dois dire que la dernière me fait en plus me sentir fautif. Car à l'exemple de bien des gens de gauche de ma génération, j'ai pendant longtemps fait passer la question environnementale au second plan. Pourtant, déjà en 1972, j'avais lu le Rapport du club de Rome sur les limites à la croissance. Et j'avais donc été sensibilisé à la nécessité de stabiliser à la fois la démographie et l'activité économique afin d'empêcher l'effondrement de l'écosystème mondial qui, suivant les auteurs, était bien incapable de supporter une croissance exponentielle. Mais préoccupé d'abord et avant tout par l'accentuation des déséquilibres économiques et la montée des inégalités, j'avais escompté que les problèmes environnementaux allaient susciter une dynamique capable de les réfréner avant qu'ils ne deviennent trop sérieux. C'était bien naïf de m'accrocher à une telle illusion.

VÉRONIQUE – Tu te leurrerais en effet. Suivant les plus récents diagnostics environnementaux et les projections pour le siècle à venir, on prévoit une dégradation générale de

l'environnement, qui associera réchauffement de la planète, élévation du niveau des mers, perte de biodiversité et baisse de la production agricole. À elle seule, l'amplification du dérèglement climatique va multiplier les catastrophes naturelles majeures, causant des destructions massives et provoquant de grandes souffrances. D'ailleurs, on assiste déjà à l'intensification des événements météorologiques extrêmes liés au réchauffement climatique, avec leur cortège d'inondations désastreuses et d'incendies dévastateurs. Il est fort probable que les méfaits de la crise écologique touchent la plupart des régions. Mais, incontestablement, ce sont les pays les moins avancés qui vont en pâtir davantage, et ce bien qu'ils ne soient que peu ou pas responsables des dégradations infligées à la planète au cours des deux derniers siècles.

DANIEL – Je ne saurais réfuter ces prévisions, mais il me semble qu'il y a malgré tout quelques motifs d'espérer. Je vous rappelle qu'en raison de l'action d'un bon nombre de chercheurs et d'activistes, les problèmes environnementaux se sont progressivement hissés au rang des préoccupations internationales. Et cela a fait en sorte que depuis la Conférence des Nations unies de Stockholm en 1972 jusqu'à la Conférence mondiale sur le climat de Paris en 2015, les responsabilités des pays dans le domaine de l'environnement ont été graduellement reconnues et que des engagements de plus en plus fermes ont été pris.

Il est vrai que le plus souvent, ces engagements ont été insuffisamment tenus. Et il est indéniable que certains pays dirigés par des climatosceptiques à la Trump ont refusé de s'engager. Toutefois, une lueur d'espoir est apparue en juillet dernier, alors que la plus haute juridiction des Nations unies, la Cour internationale de justice, a rendu un avis consultatif

précisant les obligations des États en matière de lutte contre les changements climatiques. Qu'ils soient ou non parties des accords et des conventions, tous les États se voient attribuer le même devoir de diligence à l'égard du climat. Ils sont également sommés de coopérer pour parvenir à contenir les émissions de gaz à effet de serre, que la Cour considère comme la cause majeure du réchauffement de la planète.

FRANCE – Il n'empêche que les actions prévues dans le but d'atténuer sinon de résoudre les problèmes environnementaux ont beaucoup tardé à être entreprises. Tout en adoptant certaines mesures visant à combattre la pollution et à inciter les entreprises à préserver les écosystèmes, la plupart des États ont tout de même continué à privilégier la croissance de leur économie. Quant aux consommateurs, certes, une partie d'entre eux se montrent plus conscients de l'importance des considérations environnementales dans leurs choix. Cependant, le plus grand nombre se laisse toujours influencer par la nouveauté et la marque, et les plus riches cherchent plus que jamais à acquérir un maximum de biens de luxe dont l'étalage ostentatoire leur permet de se distinguer et d'exhiber un certain statut social. À mon avis, le défi auquel nous sommes confrontés est de parvenir à amoindrir sinon à inverser ces tendances néfastes.

PHILLIPE – Ce qui ne sera pas simple. Il existe d'ailleurs des divergences substantielles quant à l'avenue à emprunter pour y arriver. La comparaison entre les partisans de l'écologie profonde et les tenants du développement durable m'apparaît à cet égard très éloquente. Associant ou confondant le naturel avec ce qui est bon, et l'artificiel avec ce qui est mauvais, les adhérents à l'écologisme radical sont convaincus de la

nécessité d'abandonner tout projet de maîtrise de processus naturels. Plutôt que de se questionner sur le type de développement qui serait compatible avec le respect de l'environnement, ces apologistes de la décroissance rejettent l'idée même de développement. Ils en arrivent ainsi à préconiser un retour à la période préindustrielle, ou même, pour certains, à la période prénéolithique. Ils idéalisent un passé mythique qu'ils opposent au monde moderne. Aussi, leur discours reprend-il les lieux communs de la pensée conservatrice : que ce soit la disparition de l'authenticité du monde naturel, l'idée de décadence ou la prophétie d'un effondrement du monde moderne sous la pression de la technique.

VÉRONIQUE – Personnellement, et sans que cela m'entraîne à partager leur point de vue, je ne crois pas que ces gens aient entièrement tort lorsqu'ils soulignent que l'humanité est sous la menace de catastrophes potentielles majeures du fait de certains développements technologiques. Outre les dérapages inquiétants qui pourraient se produire à la suite d'un développement non contrôlé dans les domaines de la génétique, de la biotechnologie et de l'intelligence artificielle, ils ont raison de dénoncer les accidents de grande ampleur qui sont survenus au cours des dernières décennies dans les industries nucléaires ou chimiques. En revanche, j'estime que les conclusions qu'ils en tirent sont erronées. À mon avis, il faut définir autrement la problématique dans laquelle s'inscrivent ces périls qui nous guettent.

La technique ou la technologie est une dimension essentielle de l'action humaine, même si ce n'en est qu'une dimension partielle. Déjà présente dans l'existence animale, cette dimension trouve sa source dans le processus de la vie,

dans l'obligation d'assurer son existence. Aussi bien que tous les autres êtres vivants, les humains doivent s'approprier les ressources que leur offre la nature et transformer cette nature en un environnement habitable. Bien sûr, la prudence s'impose. Car il nous faut assurer le maintien des formes vivantes et préserver leurs possibilités d'évolution. Et s'il n'est pas nécessairement opportun, comme le demandent certains, d'accorder des droits aux plantes, aux animaux ou, plus largement, à l'environnement naturel, il est toutefois fondamental que les humains assument leurs responsabilités à leur égard.

Cependant, il ne s'agit pas d'idéaliser et encore moins de sacraliser la nature. Il n'est absolument pas souhaitable de renoncer aux efforts de recherche et de développement qui engendrent des innovations permettant d'améliorer les conditions de vie et d'accroître les possibilités de réalisation offertes aux communautés comme aux individus. Mais il convient à l'évidence d'apprendre à subordonner ces efforts à des valeurs et à des normes. Le problème, ce n'est pas le développement technologique en soi, mais le fait qu'il opère parfois de façon incontrôlée, et soit alors au service d'intérêts purement mercantiles. Il est indispensable de remettre le développement technologique, et le développement économique d'ailleurs, à leur juste place, qui est instrumentale.

PHILLIPE – Voilà justement ce que défendent les tenants du développement durable.

MARTIN – Absolument ! À l'Université populaire de Lille où j'ai œuvré pendant plusieurs années, j'ai eu l'occasion de rencontrer de nombreux partisans de cette approche qui

considèrent que l'économie doit intégrer les aspects environnementaux et sociaux. Ces gens préconisent une modification des pratiques de production et de consommation de façon que le patrimoine naturel soit sauvegardé. Pour ce faire, ils appellent à la mise au point de techniques de fabrication moins polluantes et plus économes en ressources. Ils envisagent un développement subordonné à des contraintes environnementales élevées comme les rythmes de reconstitution des ressources renouvelables et les perspectives de substitution de nouvelles ressources à des ressources épuisables.

D'autre part, ils réclament que la recherche de qualité et de durabilité ainsi qu'une certaine modération se substituent à la poursuite d'une consommation effrénée. Dans leur optique, la demande devrait être soutenue de deux façons. D'abord par des investissements majeurs dans les biens communs, dans les services de santé et d'éducation par exemple, ou dans les transports et les logements, soit là où les investissements verts les plus importants peuvent être réalisés. Ensuite, par une augmentation substantielle et plus égalitaire du pouvoir d'achat de la population.

PHILLIPE – Par ailleurs, on doit noter que si les partisans du développement durable ne songent pas à un retour en arrière, ils ne visent pas non plus un développement assimilé au toujours plus de la croissance. Je vous rappelle que suivant la conception des économistes, la croissance désigne l'augmentation de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée, soit la variation positive du produit intérieur brut. Or, le taux de croissance du PIB est un indicateur grossier et peu pertinent. Grossier, puisqu'il ne tient compte ni de l'autoproduction, à savoir la

production de biens et de services par les personnes pour leur propre usage, ni des services non-marchands tel que le bénévolat. Son imprécision s'explique aussi par le fait qu'il n'incorpore pas l'usure et la dépréciation des outils de production, et encore moins les dégradations apportées au patrimoine naturel.

Le taux de croissance du PIB se révèle également un indicateur peu pertinent. Premièrement, il ne distingue pas la nature de ladite richesse créée, comptabilisant par exemple comme tout le reste les coûts de restauration des destructions subies. De ce fait, et suivant ce que l'on a qualifié de sophisme de la vitre cassée, la destruction des biens matériels devient un facteur favorisant l'activité économique. Deuxièmement, il reflète mal l'amélioration des conditions de vie. Comme des chercheurs l'ont démontré, alors qu'en deçà d'un certain seuil, l'augmentation du PIB par habitant est corrélée à l'augmentation du bien-être de la population, il n'en est plus de même au-delà de ce seuil.

FRANCE — D'un autre côté, il faut souligner que le développement ne sera durable que s'il est piloté par des instances politiques ayant pour fonction légitime de veiller au bien commun. À commencer par l'État qui dispose pour ce faire d'importants moyens d'intervention en matière de persuasion, d'incitation et de réglementation. Par l'information, l'État peut amener les citoyens à partager certaines préoccupations et les convaincre de s'attaquer à certains problèmes. Les médias ainsi que les groupes et associations peuvent évidemment participer à cet effort de sensibilisation. Toutefois, l'État demeure le seul à pouvoir réunir l'ensemble des acteurs économiques et sociaux afin de tracer, en concertation, une perspective de développement

cohérente dans laquelle chacun puisse se retrouver. Cela suppose un État stratège, capable d'anticiper l'avenir et de proposer une vision commune des grands défis et enjeux auxquels est confrontée la société.

L'État peut aussi instaurer des incitations financières sous la forme de taxes. Une taxe carbone, par exemple, qui envoie un signal-prix aux producteurs et aux consommateurs. En augmentant le prix de certains produits proportionnellement aux émissions de dioxyde de carbone engendrées par leur production ou leur utilisation, ce type de taxe favorise les produits induisant le moins d'émission. L'État peut également accorder des subventions et des allocations de prêts à long terme et à bas taux d'intérêt aux collectivités locales, aux entreprises ou aux ménages afin de leur permettre d'investir en vue de revenus ou d'économies futurs. L'État peut enfin utiliser son pouvoir légitime de contrainte, puisqu'un bon nombre de pratiques doivent être tout simplement proscrites.

Il n'est pas question d'aller vers un État qui prétende administrer sa société. On ne saurait se passer des marchés pour coordonner les actions de millions d'individus. L'expérience soviétique a été à cet effet suffisamment concluante. L'État n'a pas à se substituer aux autres acteurs : collectivités locales, groupes et associations de la société civile, entreprises coopératives et privées. Il doit toutefois les mobiliser, soutenir leurs initiatives et faciliter leurs relations mutuelles, particulièrement celles entre le patronat et les syndicats.

MARTIN – Encore faut-il que l'État dispose des ressources lui permettant d'exercer ces diverses fonctions. On peut toujours chercher à améliorer l'organisation et le fonctionnement du

secteur public, mais ainsi que l'ont démontré les efforts déployés depuis plusieurs décennies dans le cadre des réformes administratives, les gains réalisés dans la qualité des services et l'efficacité de l'action se traduisent rarement en économies substantielles. Quant au financement par la dette, dont les intérêts grèvent déjà lourdement les budgets publics, ses limites sont évidentes. Bien sûr, il reste les impôts. Cependant, dans le contexte des pays économiquement plus développés, où les États prélèvent déjà entre un quart et un tiers du revenu national, il serait difficile et sans doute nocif d'opérer une forte hausse du taux moyen d'imposition. En revanche, et tout en prenant les mesures permettant de contrer l'évasion fiscale, on pourrait procéder à un accroissement de la progressivité des impôts afin de s'assurer que chacun contribue à la mesure de ses moyens aux besoins de la collectivité. Enfin, et comme le propose l'OCDE, il faudrait coordonner les politiques fiscales sur le plan international, et instaurer un taux d'imposition minimum effectif sur les profits des multinationales.

FRANCE – Tout bien pesé, la transition vers un développement durable supposerait assurément l'établissement d'un nouveau contrat social, à l'égal de celui qui a été initié dans l'ensemble des pays développés après la Seconde Guerre mondiale. C'est du reste ce qui a été proposé au début des années 2010 par un certain nombre de groupes et d'institutions, dont le Programme des Nations Unies pour l'environnement. S'inspirant du *New Deal* mis en place dans les années 1930 par Franklin D. Roosevelt, ils ont lancé un appel à un *New Deal* vert. Selon ses initiateurs, cet accord devrait revêtir une dimension mondiale. Car seule la communauté internationale est en mesure d'adopter des règles sociales et

environnementales communes, et de favoriser leur respect, notamment en soutenant les pays moins avancés. La gestion en commun des biens publics mondiaux pose évidemment de sérieux défis, mais il existe des précédents. Des pratiques de coopération efficaces ont été développées au fil du temps dans de nombreux domaines tels que l'énergie, la sécurité nucléaire, la sécurité aérienne et la santé.

DANIEL – Dans le contexte actuel, ce projet m'apparaît sinon chimérique tout au moins extrêmement audacieux. D'une part, il est loin d'être sûr que les populistes et autocrates au pouvoir voudront s'y engager. D'autre part, une configuration internationale fondée sur la coopération semble de plus en plus hors de portée. Une évolution graduelle est-elle possible ou nous faudra-t-il attendre que les conflits et les désastres qui se profilent nous aient durement frappés? Je vous rappelle que le contrat social qui a prévalu dans les pays démocratiques pendant les Trente Glorieuses n'a pu être adopté que sous l'effet des calamités provoquées par une crise économique dramatique et deux guerres mondiales. Peux-t-on imaginer que les populations, alarmées par ce qui se dessine, se réconcilient avec la démocratie? Un multilatéralisme, débarrassé des distorsions issues de la domination bicentenaire de l'Occident, pourrait-il fonder un nouvel ordre mondial?

Daniel s'étant tu, c'est interpelés sinon ébranlés par ses questions que nous avons clos cet entretien.

ENTRETIEN DU 15 OCTOBRE

Depuis les tout premiers jours de notre cohabitation, il m'arrivait fréquemment de poser un regard discret sur France, dont l'élégance naturelle me ravissait. Or, au cours de la semaine précédente, elle m'était apparue à maintes reprises absorbée dans ses pensées. Aussi, n'ai-je pas été surpris qu'elle initie la conversation.

FRANCE – Parmi les phénomènes qui préoccupent Philippe, il en est un qui m'interpelle particulièrement, celui concernant l'exacerbation de la rancœur et du ressentiment éprouvés par les populations du Sud global à l'égard de l'Occident. Cela tient assurément à mon parcours. Comme vous le savez déjà, je n'étais encore qu'une jeune adulte lorsque j'ai quitté la France pour le continent latino-américain. Et j'y ai fait ma vie, intégrant le corps professoral de l'Université nationale autonome du Mexique après y avoir complété un cursus en science politique. M'étant naturellement intégrée à des groupes de recherche composés majoritairement de gens originaires de pays en développement, j'en suis venue à mieux comprendre l'amplification des reproches formulés à l'égard de l'Occident.

VÉRONIQUE – Si tu le permets, France, j'aimerais que l'on s'arrête un instant sur la notion de Sud global, une notion qui me semble floue sinon confuse. Je comprends parfaitement qu'elle ne renvoie pas à la géographie. Je me demande néanmoins comment on peut regrouper des pays émergents,

tel la Chine, avec les pays les moins avancés, alors que leurs niveaux de développement et leurs situations géopolitiques sont si dissemblables!

FRANCE – Il est vrai que les différences sont énormes entre les différents pays qui se réclament du Sud global. Ils ont toutefois en commun d'avoir été colonisés ou du moins dominés, formellement ou non, par l'Occident. Étant entendu que la mainmise occidentale sur le monde s'est réalisée sur quelques siècles, et dans un parcours jalonné d'étapes fort distinctes.

Cette mainmise a débuté avec l'assujettissement des Amériques. À la même époque, les Portugais, doublant le cap de Bonne-Espérance et remontant la route maritime le long de l'Afrique de l'Est pour atteindre les Indes, amorçaient l'établissement d'une série de comptoirs fortifiés leur permettant de jouer un rôle actif dans le système d'échanges de l'Ancien Monde. Cependant, cette présence en Orient allait reposer sur de nombreux compromis non seulement avec les États territoriaux existants, mais aussi avec toutes les organisations marchandes déjà en place, arabes, malaises, japonaises ou autres. En revanche, il en a été tout autrement en Amérique latine. Là, la conquête éclair des empires Aztèque et Inca par de petites troupes espagnoles va déboucher sur une exploitation maximale des territoires et des humains.

Les Espagnols vont d'abord se livrer au pillage des métaux précieux accumulés par les sociétés amérindiennes au fil du temps, puis à l'exploitation des mines. Cette arrivée massive d'or et d'argent d'Amérique a non seulement permis d'intensifier le commerce avec l'Orient, mais elle a engagé les pays de l'Europe du Nord-Ouest, grands bénéficiaires de cette expansion commerciale, dans un processus de croissance qui a conduit à terme à la naissance d'un nouveau capitalisme. Les

plantations vont également jouer un rôle important, assurant à l'Europe un approvisionnement avantageux et continu en produits alimentaires et en fibres végétales, et y facilitant par la suite un transfert d'activités de l'agriculture vers l'industrie.

VÉRONIQUE – Mais, comment expliquer les victoires foudroyantes des conquistadors?

FRANCE – À l'évidence, on ne saurait en rendre raison uniquement par la suprématie de leur armement : une petite cavalerie, des épées de métal et des cuirasses, des armes à feu plus assourdissantes que mortelles. En fait, tout en résultant en partie des alliances stratégiques qu'ils ont su nouer avec des peuples qui étaient soit dominés par les Aztèques ou les Incas, soit leurs rivaux, elles ont surtout découlé des effets des maladies contagieuses contre lesquelles les autochtones n'étaient pas immunisés. Dans les Grandes Antilles, la population amérindienne a été pratiquement décimée en une trentaine d'années; au Mexique, elle est passée de 25 millions vers 1519 à un million et demi en 1580 et, au Pérou, de 10 millions en 1530 à près de 1 million à la fin du siècle.

DANIEL – D'où le recours à la traite négrière, cette abomination qui a également touché mon pays d'origine. Car si ce sont les Amérindiens qui ont été au départ forcés de travailler dans les mines et les plantations, on a dû trouver une solution autre en raison de l'effondrement de leur population. Or, les Européens fréquentaient déjà les côtes d'Afrique depuis le milieu du XV^e siècle pour s'y procurer de l'or, de l'ivoire, du poivre et d'autres produits en échange d'animaux sur pied, de textiles, etc. Avec l'essor de l'économie de plantation dans les colonies des Antilles, du Brésil et plus tard du sud des futurs États-Unis, la

traite négrière va se substituer à ce commerce plus diversifié. Les traites atlantiques effectuées sur près de 4 siècles, de la fin du XV^e au milieu du XIX^e siècle, par les Portugais, les Hollandais, les Anglais et les Français auraient déporté un peu plus de 11 millions de captifs. Elles se sont ajoutées aux traites transsahariennes et de l'océan Indien réalisées en direction du monde musulman depuis le VII^e jusqu'au XX^e siècle et dont on estime qu'elles ont asservi quelque 17 millions d'individus.

Sans oublier les souffrances horribles endurées par les esclaves eux-mêmes, particulièrement dans les plantations, il est certain que les traites négrières ont eu des effets considérables sur les sociétés africaines. Au plan démographique, elles ont pu avoir un impact d'autant plus désastreux que le continent était déjà sous-peuplé. Au plan politique, elles ont donné lieu à la formation d'États à la fois militaires et commerçants, comme le Dahomey, qui se sont enrichis aux dépens des sociétés lignagères et des entités politiques moins solides qui leur ont servi de proies. Car les individus asservis provenaient pour l'essentiel de razzias et de prises de guerre effectuées par des pouvoirs africains qui en organisaient la vente.

PHILLIPE – De fait, les Européens n'ont pas réussi à pénétrer le continent africain en profondeur avant un bon moment. Du reste, jusqu'au XIX^e siècle, ils ne sont parvenus à conquérir de vastes territoires que dans les Amériques. Ailleurs, ils ont dû se contenter de points d'appui pour leurs réseaux commerciaux. À l'exception de l'Inde où l'Angleterre a réussi plus tôt à s'assurer un contrôle souvent indirect en s'insérant dans les relations entre les entités politiques locales, la deuxième vague de colonisation ne s'est produite que dans la seconde moitié du XIX^e siècle, soit à partir du moment où la

révolution industrielle a doté les pays européens d'une force militaire et d'une capacité de projection nettement supérieures. L'Afrique et la plus grande partie de l'Asie ont alors été colonisées ou constituées en zones d'influence.

Des violences extrêmes ont été exercées à l'encontre des peuples assujettis au moment de la conquête ou lors de l'éclatement de justes révoltes. Ces mêmes peuples ont été fréquemment contraints à un travail forcé, les colonisateurs usant parfois d'une brutalité sans nom afin de prélever un maximum de ressources. Et si certaines forces sociales métropolitaines ont dénoncé et combattu les exactions et l'absence des libertés publiques dans les colonies, la majorité des populations occidentales ont en revanche partagé un même sentiment de supériorité et de légitimité de leur suprématie.

VÉRONIQUE – Malheureusement, cette arrogance et ce mépris ne sont pas disparus. Encore aujourd'hui, j'entends autour de moi des gens qui tentent de disculper sinon de justifier le colonialisme. Selon eux, les entreprises coloniales auraient tout de même permis de propager les valeurs humanistes et de diffuser le progrès. Certains vont jusqu'à ajouter que les indépendances ayant été pour la plupart acquises il y a plusieurs décennies déjà, ils ne voient pas comment les anciens colonisés pourraient se plaindre du sort qu'ils se sont eux-mêmes infligé.

MARTIN – Cet argumentaire fallacieux est aussi passablement utilisé en France. Il est pourtant évident et incontestable que la domination despotique de territoires étrangers et l'exploitation implacable de leurs habitants n'avaient rien à voir avec une prétendue mission civilisatrice de l'entreprise

coloniale. Et si certaines sociétés colonisées ont connu quelques progrès en matière de scolarisation et de santé, ces améliorations fort modestes n'ont été accordées que tardivement et avant tout dans le but d'endiguer les luttes anticoloniales. Car ces luttes, entamées à compter des premières décennies du XX^e siècle et soutenues par l'Union soviétique et ses organisations internationalistes, se sont considérablement intensifiées à la suite de la Seconde Guerre mondiale. D'abord en Asie, puis au Moyen-Orient et en Afrique, elles vont finalement l'emporter sur des puissances coloniales engagées dans un inexorable déclin. Cependant, si l'indépendance a été parfois atteinte de manière relativement pacifique, dans d'autres cas, elle n'a pu être conquise qu'à l'issue d'une guerre effroyable et désastreuse comme en ont connue, entre autres, l'Indonésie, le Vietnam, l'Algérie, le Mozambique et l'Angola.

FRANCE – Il faut également rappeler que les pays nouvellement indépendants ont été le plus souvent confrontés à de nouvelles formes de domination. Il en a été ainsi des pays latino-américains. Libérés du joug espagnol, ils ont vu leurs nouveaux dirigeants, les grands propriétaires créoles, se soumettre à l'ordre néocolonial instauré sous l'égide de la Grande-Bretagne et maintenu ultérieurement sous l'hégémonie américaine. Déjà, au début du XX^e siècle, les Américains sont entrés en action en Amérique centrale pour y assurer le pouvoir d'oligarchies qui allaient servir les intérêts des grandes multinationales de l'agroalimentaire. Leurs ingérences se sont également multipliées pendant la Guerre froide. Invoquant la nécessité d'endiguer la progression du communisme, ils vont intervenir dans de nombreux coups d'État visant à remplacer les gouvernements existants par des

régimes autoritaires, des dictatures, si ce n'est des États terroristes comme en ont subis le Chili et l'Argentine.

MARTIN – Ce type de dépendance consentie par des élites locales qui en tirent profit a touché une grande partie des pays du Tiers-monde, entravant leur développement et les maintenant dans une position de fournisseur de matières premières et de main-d'œuvre bon marché. Il est vrai qu'à partir des années 1950, les agences internationales et certains États occidentaux ont offert une aide au développement. Et que quelques accords commerciaux ont été conclus en vue de pallier les effets nocifs occasionnés par le libre jeu des forces du marché dans des relations entre pays inégaux. Mais ces mesures n'ont empêché ni l'introduction de nouvelles barrières non tarifaires visant à limiter l'importation de produits agricoles ou industriels entrant en concurrence avec ceux du Nord, ni la détérioration continue des termes de l'échange des matières premières par rapport aux biens manufacturés.

Quant à l'aide bilatérale offerte par les États occidentaux, elle a été le plus souvent une aide liée, dont une proportion devait être utilisée par le pays bénéficiaire à l'achat de biens et de services chez l'État donateur. En outre, et tout comme pour les rentes provenant de l'agriculture, de l'exploitation du pétrole ou des mines, l'aide extérieure a été dans la plupart des cas affectée à l'entretien des appareils d'État, dont l'armée, quand elle n'a pas été carrément accaparée par les détenteurs du pouvoir et leur clientèle.

DANIEL – Par ailleurs, le premier choc pétrolier survenu au début des années 1970 a aggravé la situation. D'une part, aux prises avec une forte inflation et un ralentissement de l'activité économique, les pays industrialisés ont réduit l'aide

internationale qu'ils octroyaient. D'autre part, confrontées à la nécessité de recycler l'énorme masse de pétrodollars placés chez elles, les banques multinationales ont considérablement augmenté l'offre de prêts et allégé outre mesure leurs conditions. Profitant de ces facilités d'emprunt, de nombreux pays en développement se sont alors enfoncés dans un processus d'endettement cumulatif. Incapables de rembourser leurs dettes ou même d'assurer le service de ces dettes, ils ont dû recourir à de nouveaux emprunts pour les refinancer.

Malgré les plans de rééchelonnement ou ceux, plus tardifs, de réduction des dettes, les transferts du Sud vers le Nord liés au paiement de la dette ont été massifs. De plus, ces plans ont été assortis de conditionnalités drastiques. Suivant le consensus de Washington, un accord tacite conclu au début des années 1980 entre le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le Trésor américain, les pays endettés se sont vu imposer une libéralisation des marchés totalement inadaptée à des pays qui se trouvent aux premières phases du développement et dont les secteurs industriel et agricole ne peuvent résister aux produits en provenance des pays développés. On les a également contraints à une austérité budgétaire pénalisant les populations : licenciements massifs dans la fonction publique et les sociétés d'État, diminution des salaires, suppression des subventions à la consommation des produits essentiels, amputation des budgets de l'éducation et de la santé.

FRANCE – Il est évident que le passé colonial et néocolonial ne passe pas. D'autant moins que les pays occidentaux n'ont cessé de chercher à imposer leurs propres normes et de pratiquer une ingérence condescendante et arrogante. Par les conséquences colossales et désastreuses qu'elle a entraîné,

l'intervention américaine en Irak en a fourni un exemple retentissant. Les griefs envers les Occidentaux sont en outre alimentés par la perception du « deux poids, deux mesures » qu'ils pratiquent régulièrement. Aujourd'hui encore, en Amérique latine comme en Afrique et en Asie, les gens ne peuvent s'empêcher de mettre en parallèle la sympathie des opinions occidentales pour les Ukrainiens avec l'indifférence relative des mêmes opinions à l'égard des Congolais, des Soudanais ou, jusqu'à tout récemment, des Palestiniens. Et ils remarquent évidemment que l'application de sanctions de la part des puissances occidentales varie selon que l'envahisseur est un allié ou un rival.

En ce qui concerne ce double standard, les États-Unis s'illustrent à nouveau ! En effet, plus que tout autre pays, ils ont été les initiateurs du nouveau système de droit international et de gouvernance multilatérale mis en place après 1945. Et pourtant, convaincus de leur exceptionnalisme, ils n'ont cessé depuis lors de s'y soustraire, refusant de signer nombre de conventions internationales, se gardant d'adhérer à des juridictions comme la Cour pénale internationale, bloquant l'adoption par l'Assemblée générale de l'ONU de multiples résolutions soutenues à la quasi-unanimité et agissant régulièrement de manière unilatérale.

VÉRONIQUE – Je me trompe peut-être, mais j'ai l'impression que les griefs invoqués à l'encontre des Occidentaux sont plus audibles aujourd'hui qu'il y a dix ou quinze ans.

FRANCE – J'estime moi aussi qu'ils sont à la fois plus présents et plus lourds qu'ils ne l'étaient dans le passé. Et cela résulte à mon sens de plusieurs facteurs. D'une part, l'Occident, encombré par ses propres dysfonctionnements — économies

sous-performantes, modèle social en crise, défaillance du processus d'intégration, montée des populismes et instabilité politique — a perdu beaucoup de prestige. Et il y a bien sûr des autocrates qui, à l'instar de Poutine, cherchent à en tirer parti, à exploiter ces faiblesses pour se légitimer. D'autre part, de nombreux pays du Sud global, et pas seulement lesdits grands émergents, ont connu un développement qui nourrit leur ambition de se distancier de l'Occident et leur en fournit les moyens.

La question du positionnement face à la guerre en Ukraine que j'évoquais à l'instant me semble à cet égard révélatrice. Il est peu de pays qui soutiennent ouvertement l'agression russe, ou qui nient qu'il y ait eu une violation explicite des principes les plus fondamentaux de la charte des Nations unies : non-agression, respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. En revanche, attentifs aux rapports de force, et profitant du nouveau contexte géopolitique, de nombreux pays, notamment les puissances moyennes comme l'Inde, la Turquie ou le Brésil, ont refusé d'appliquer les sanctions à l'encontre de la Russie, affirmant leur indépendance face aux Occidentaux, tout en veillant à leurs intérêts nationaux.

MARTIN — Au-delà des griefs qui s'intensifient au sein de leur population, les pays du Sud global apparaissent plus déterminés que jamais à mettre fin à l'hégémonie planétaire exercée par les puissances occidentales depuis plus de deux siècles. Reste à savoir à quel type d'ordre mondial cela aboutira. C'est assurément préoccupant. Je crois cependant qu'il nous faut éviter de verser dans une vision alarmiste, et prendre le temps d'analyser les forces en présence et leurs dispositions. Nous pourrions sans doute y revenir.

ENTRETIEN DU 22 OCTOBRE

Quoique retirés dans notre havre de paix, nous n'en étions pas moins à l'affût des nouvelles de notre monde. Et à suivre l'actualité la plus récente, on aurait pu croire que sous la gouverne de Trump, l'hégémonie américaine perdurait comme si de rien n'était : menaces d'imposer de nouveaux droits de douane de 100 % à la Chine, frappes visant des bateaux de présumés narcotrafiquants au large des côtes du Venezuela, ingérence dans les affaires intérieures de nombreux pays y compris lors d'élections, propositions d'accord de cessez-le-feu pour la Palestine et l'Ukraine, etc. Mais ainsi que Martin allait le rappeler, cette impression était assurément discutable.

MARTIN – Je vous propose de reprendre notre dialogue là où nous l'avons interrompu la semaine dernière. Nous en étions à constater que notre monde est potentiellement à l'orée d'un tournant historique majeur. Le monopole de la puissance détenu par l'Occident depuis pratiquement deux siècles, monopole exercé en dernier lieu et pour l'essentiel par les États-Unis, semble en effet tirer à sa fin. Et comme France l'a souligné, la volonté des pays du Sud global de désoccidentaliser l'ordre mondial est aujourd'hui manifeste. Néanmoins, leurs ambitions et les stratégies qu'ils déploient pour les réaliser divergent considérablement. Certains d'entre eux, se posant comme adversaires rivalisant pour la domination, se montrent ouvertement hostiles aux pays occidentaux. Alors que d'autres, cherchant à garantir leur

autonomie tout en gagnant en influence, aspirent plutôt à une répartition plus équitable du pouvoir dans un monde multipolaire.

La Russie s'inscrit incontestablement dans le premier groupe. Arrivé à la présidence en 2000, Vladimir Poutine a hérité d'un pays à la taille réduite et qui a perdu la place d'acteur global qu'occupait l'URSS avant 1991. Lancé dans la reconquête de territoires, et tentant d'opérer un retour en force sur la scène internationale, il a su capter à son profit la montée en puissance du ressentiment anti-occidental et, défiant l'Occident, se faire le champion d'un nouvel ordre mondial.

FRANCE – En effet, et peu importe ce que l'on en pense, Poutine jouit d'un prestige considérable dans le Sud global. Non seulement il a été le premier leader de stature internationale à résister à une Amérique arrogante, mais il a fortement contribué à la création d'organisations et de regroupements intergouvernementaux, comme les BRICS+ par exemple, ce groupe de dix pays qui, se réunissant en sommets annuels, militent pour un ordre mondial alternatif et permettent à des puissances régionales de s'affirmer. Bien sûr, la stratégie de Poutine est opportuniste. Non seulement la Russie n'a jamais été colonisée, mais elle demeure l'une des principales puissances mondiales : elle dispose d'un immense territoire issu d'une ancienne expansion impériale, elle possède le plus grand arsenal nucléaire au monde et elle détient un siège permanent au Conseil de sécurité avec droit de veto. D'ailleurs, selon ses propres dires, l'ordre mondial post occidental auquel aspire Poutine devrait reposer sur un accord permettant aux puissances militairement dominantes (États-Unis, Chine et Russie) de cogérer la planète, tout en laissant à

chacune d'entre elles une pleine latitude dans sa sphère d'influence.

Par ailleurs, il ne faut pas croire que les acteurs du Sud global qui sont en relation avec Poutine ne sont pas conscients de ces contradictions. Ils connaissent également la faiblesse économique relative de la Russie qui fait en sorte que malgré les promesses de son président, ses échanges commerciaux bilatéraux ne peuvent en aucun cas se comparer en termes de valeur et d'impact économique à ce que peuvent leur fournir la Chine, les États-Unis, l'Europe ou même le Japon ou l'Inde. Toutefois, outre la possibilité de se distancier symboliquement des pays occidentaux, Moscou leur offre non seulement un approvisionnement possible en matières premières alimentaires ou minérales, mais aussi, et ce, sans conditions morales ni juridiques, l'installation de centrales nucléaires et la fourniture d'armes, voire une assistance militaire opérationnelle comme cela s'est produit en Syrie et dans plusieurs pays du Sahel.

VÉRONIQUE – Ne peut-on cependant estimer que l'agression contre l'Ukraine, les justifications insensées qui en ont été données ainsi que les mauvaises décisions qui ont été prises ont dépouillé Poutine de son aura de grand dirigeant? Trois ans et demi après l'invasion massive visant à soumettre l'ensemble du pays, l'armée russe n'occupe qu'environ 20 % du territoire. Des centaines de milliers de soldats ont été tués ou blessés, près de 50 % du budget national est consacré à la guerre et l'économie russe est en panne. Persuadé que l'armée ukrainienne allait se montrer totalement impuissante et que l'Occident, qu'il juge dégénéré et décadent, n'allait pas intervenir, Poutine a commis deux erreurs de calcul stratégique colossales, et il n'arrive pas à y remédier.

Pour démoraliser les Ukrainiens, l'armée russe procède à des bombardements systématiques d'immeubles résidentiels et d'infrastructures civiles. Mais la ténacité des assiégés persiste. Pour propager le doute et semer la désunion entre les alliés de l'Ukraine, Moscou recourt à des campagnes de désinformation, à de l'ingérence politique, à des cyberattaques et des sabotages. Néanmoins, malgré la versatilité de Trump, les pays membres de l'OTAN maintiennent leur cohésion et leur soutien. La Russie de Poutine se trouve donc dans une impasse autant militaire que politique. Bien sûr, elle dispose toujours d'un pouvoir de nuisance surdimensionné et bénéficie encore d'appuis, notamment du côté de la Corée du Nord et de l'Iran. Et il y a évidemment la Chine. Néanmoins, cette dernière demeure prudente. Étant nettement dominante, elle est assurément capable d'imposer des conditions à une Russie affaiblie.

PHILLIPE – La Chine est en effet d'un tout autre calibre, et elle a su se montrer à la fois déterminée et patiente. Ayant connu une croissance fulgurante, elle a accédé au rang de deuxième économie mondiale. Disposant de fonds colossaux, elle intervient aujourd'hui un peu partout dans le monde, nouant des partenariats dans le but de s'assurer des débouchés économiques et de sécuriser ses sources d'approvisionnement en matières premières. En contrepartie, elle finance l'amélioration des infrastructures de communication et de transport de ses partenaires. Prenant la relève d'une Amérique en repli, elle s'est faite très active dans les agences et les programmes de l'ONU, tout en tissant un réseau alternatif d'institutions à portée régionale et mondiale. Enfin, depuis 2013, sous la gouverne de Xi Jinping, elle affiche désormais

très clairement son ambition de s'assurer la primauté et d'en tirer avantage pour instaurer un nouvel ordre mondial.

MARTIN – Cette ambition risque toutefois d'être contrariée. Car malgré les formidables atouts dont elle dispose, la Chine se heurte à de fortes résistances. Et en tout premier lieu dans la région qui lui est attenante et qui connaît actuellement un essor phénoménal. Affirmer sa prééminence en Asie-Pacifique lui fournirait sans doute un formidable levier lui permettant de faire de même à l'échelle mondiale. Cependant, elle y rencontre non seulement des adversaires potentiellement coriaces tels que l'Inde et le Japon, mais aussi nombre de pays qui sont loin d'être persuadés qu'un système hiérarchique sino-centré leur apporterait la paix et la prospérité que le président Xi leur promet. Il en va ainsi des pays riverains de la mer de Chine, notamment le Vietnam, les Philippines, la Malaisie et l'Indonésie, qui subissent déjà l'arrogance et l'agressivité que la Chine manifeste dans le cadre de sa revendication de la quasi-totalité de cette vaste étendue d'eau. Quant aux pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est qui dominent la chaîne d'innovation et d'approvisionnement des industries de haute technologie, comme la Corée du Sud, Singapour et Taiwan, ils refusent explicitement d'être assujettis à l'empire du Milieu.

DANIEL – On ne peut non plus oublier les États-Unis, qui s'avèrent aujourd'hui les principaux opposants à la Chine. Autour de la fin de la guerre froide, on croyait à Washington qu'une libéralisation des échanges allait possiblement conduire à une ouverture politique de la Chine ou, à tout le moins, que celle-ci s'abstiendrait de déstabiliser le système international. Il faut dire que l'Amérique espérait tirer

avantage de l'essor de la Chine : des biens manufacturés à bas prix pour les consommateurs, un accès à une main d'œuvre à bas coût pour les multinationales, des achats massifs de bons du Trésor pour le gouvernement. C'est ainsi que la globalisation des marchés s'est accentuée, sans que l'on s'embarrasse trop de géopolitique. Seulement, profitant judicieusement des opportunités offertes par cette mondialisation économique, la Chine est devenue en quelques décennies une véritable puissance rivale des États-Unis. La constatation de cette péripétie s'est imposée dans les dernières années de la présidence Obama. Et depuis, les administrations successives n'ont cessé de chercher à endiguer les progrès de leur nouvel adversaire.

VÉRONIQUE – Mais les Américains en ont-ils encore les moyens?

DANIEL – Il est indéniable que l'hégémonie dont les États-Unis disposaient en 1945 sur les plans militaire, industriel, économique, financier et culturel s'est graduellement amenuisée par la suite. Le développement progressif de nombreux autres pays y a sans doute contribué, mais la question du déclin des États-Unis mérite tout de même d'être posée. Cette question a surgi dans les années 1970-1980. Les États-Unis connaissaient alors de fortes perturbations économiques : détérioration de la position concurrentielle des entreprises américaines sur le plan intérieur comme extérieur, désindustrialisation, dépréciation du dollar, balance commerciale négative, augmentation significative de la dette publique. Ils opéraient à la même époque un repli stratégique à la suite de leur défaite au Vietnam et de la révolution islamique en Iran. Pourtant, une relance s'est promptement

amorcée, et au lendemain de l'implosion de l'URSS, la puissance américaine a été restaurée, sinon rehaussée.

Toutefois, la situation s'est bientôt modifiée. Essentiellement préoccupés de la consolidation et de l'extension de leur primauté, et secoués par les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis vont bientôt verser dans l'arrogance et la démesure. Pour combattre le terrorisme ou changer des régimes qui ne leur convenaient pas, ils se sont engagés dans des guerres désastreuses et fort coûteuses qui ont semé un chaos destructeur dans une grande partie du Moyen-Orient. Et ce, en contrevenant aux règles et aux institutions régissant l'ordre international dont ils se prétendaient les gardiens. Leur légitimité en a été fortement entachée.

FRANCE – De surcroît, les États-Unis ont été responsables de crises financières majeures. Déjà, en 1997-1998, souhaitant que leurs fonds de placement et leurs banques puissent profiter de la forte croissance qui régnait dans des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, ils avaient forcé l'ouverture des marchés financiers desdits pays. Comme on pouvait s'y attendre, l'arrivée soudaine d'un trop-plein d'argent a provoqué l'emballement des Bourses et des marchés immobiliers locaux, engendrant des bulles dont l'éclatement a déclenché une fuite des capitaux et la formation d'une dette extérieure dans des États qui étaient initialement dotés de balances commerciales et de budgets publics excédentaires. Puis, ce fût la crise financière de 2008. Formée au cœur du milieu de la finance américaine dont le système bancaire avait été fortement déréglementé pour faciliter le rendement à tout prix, elle s'est propagée à l'échelle mondiale, entraînant des conséquences économiques dévastatrices. La prétention des

États-Unis à un leadership économique mondial en est sortie passablement ruinée.

MARTIN – Les politiques de Trump vont vraisemblablement accélérer la perte de légitimité et de crédit des États-Unis. Nous pourrions y revenir. Il reste que sans être écrasante, la suprématie américaine est toujours manifeste. Les États-Unis sont encore la première puissance économique mondiale. La part de leur PIB dans le PIB mondial est d'environ 25 %, alors que celle du PIB de la Chine est de 17 %, leur population ne représentant que 4,2 % de la population mondiale alors que celle de la Chine en représente plus de 17 %. L'économie américaine bénéficie d'un territoire immense aux multiples ressources, d'une main-d'œuvre qualifiée, d'une forte consommation intérieure et d'un système d'investissement privé bien doté et agile. Grâce à ces atouts, elle est la première destinataire et la première génératrice des investissements directs à l'étranger réalisés dans le monde. En matière d'innovation technologique, sa prépondérance est sans doute menacée par une Chine qui ambitionne d'accéder au premier rang d'ici 2035, mais ses capacités lui permettront potentiellement de soutenir une compétition acharnée.

Dans le domaine militaire, les États-Unis conservent une avance considérable en termes de système d'armes, aussi bien en quantité qu'en technicité. Et la puissance de leurs forces armées est décuplée par un très vaste réseau d'alliances de défense et de nombreuses bases militaires réparties dans le monde entier. Il faut enfin noter le pouvoir conféré aux États-Unis par le fait que le dollar américain reste la principale monnaie de référence, de paiement et de réserve. Cela leur permet non seulement d'emprunter sans difficulté sur les marchés pour financer leur dette colossale, mais de

sanctionner des acteurs étatiques et non étatiques en leur interdisant de commercer en dollar.

FRANCE – Un dépassement de la puissance américaine par la puissance chinoise n'est assurément pas imminent. Mais quoi qu'il en soit, autant le déclin de l'hégémonie américaine apparaît irréversible, autant l'affirmation d'une hégémonie chinoise me semble improbable. Un bon nombre de pays, incluant la vaste majorité des puissances moyennes, refusent aujourd'hui l'alignement exclusif sur une superpuissance. Comme Martin nous l'a rappelé, en Asie de l'Est et du Sud-Est, par exemple, on tisse des liens économiques forts avec la Chine, mais non sans établir ou consolider des relations de sécurité avec les États-Unis. Même l'Inde, qui était jadis favorable à la Russie et hostile aux États-Unis, s'est rapprochée de ces derniers et de leurs alliés asiatiques dans le but de contenir la Chine, tout en préservant néanmoins son autonomie stratégique. Le Brésil offre de son côté une image en miroir de la diplomatie indienne. Se trouvant dans une tout autre situation géopolitique, il a en effet conclu un partenariat commercial étroit avec la Chine, ce qui favorise son indépendance face à une Amérique qui a toujours cherché à peser sur la politique intérieure des pays latinoaméricains.

La Turquie présente un autre cas de figure. Membre de l'OTAN, mais souhaitant jouer un rôle de premier plan dans la coopération Sud-Sud, elle développe aujourd'hui des alliances bilatérales à géométrie variable au gré des opportunités, nouant parfois des accords qui vont à l'encontre de ses alliés traditionnels, ou se posant à la fois comme alliée et comme adversaire d'un même pays, nommément la Russie, selon les enjeux. Quant à l'Afrique, l'envie d'une distanciation revancharde d'un Occident condescendant et arrogant y

semble parfois l'emporter sur la volonté d'une émancipation constructive. Cependant, mis à part les quelques pays qui se sont inféodés à la Russie, et malgré le fait que la Chine soit devenue leur premier partenaire commercial, la plupart des États cherchent à multiplier les collaborations et à maximiser leurs propres intérêts.

En ce qui concerne les puissances moyennes qui étaient les plus proches alliés des États-Unis, à savoir l'Europe, le Canada, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, elles sont à revoir leurs relations commerciales et leur politique de défense. Subissant l'unilatéralisme et les manœuvres intempestives d'un Trump qui réduit les interactions avec les autres nations à de simples rapports de forces économiques et use volontiers de la contrainte, elles sont désormais convaincues qu'elles ne peuvent plus compter comme avant sur les États-Unis. D'autre part, elles n'en sont pas moins vigilantes face à une Chine dont les pratiques économiques et commerciales sont parfois déloyales et qui exerce facilement des pressions hostiles. La conception naïve d'une mondialisation découplée des enjeux politico-stratégiques semble bel et bien dépassée.

PHILLIPE – Notre monde s'achemine potentiellement vers une situation de multipolarité, dans laquelle plusieurs puissances se partageraient l'influence au niveau mondial. À l'évidence, ce serait l'idéal. Mais la transition ne se fera pas nécessairement sans heurts. On ne saurait, entre autres, faire abstraction de l'ambition hégémonique que nourrissent simultanément les États-Unis et la Chine, et qui pourrait déboucher sur un affrontement direct. Une offensive chinoise contre Taïwan pourrait en être l'occasion, car les États-Unis ne sauraient la tolérer sans miner leur crédibilité et mettre en

danger leur prééminence en Asie et au-delà. Ce scénario demeure heureusement peu probable. D'une part, l'infériorité militaire de la Chine est loin d'être comblée, et l'enlisement du conflit russo-ukrainien a bien montré les difficultés voire l'échec prévisible d'une opération-éclair. D'autre part, le régime chinois prendrait un risque majeur en cas de défaite : coût économique considérable, isolement diplomatique, humiliation, perte de légitimité. Or, contrairement à ce qui prévaut en Russie, ce régime n'est pas l'affaire d'un seul homme, si autoritaire soit-il.

L'hégémonie occidentale tire à sa fin, et c'est tant mieux. On peut cependant se demander vers quels types de société on se dirige : des sociétés démocratiques qui offrent aux humains un maximum de possibilités de réalisation ou des sociétés autocratiques qui les soumettent davantage et qui leur imposent de nouvelles contraintes? On peut espérer des avancées, mais les tendances qui se dessinent présentement m'apparaissent plutôt de nature régressive. Cela m'inquiète fortement.

ENTRETIEN DU 29 OCTOBRE

Le mois d'octobre s'achevait, mais le temps était invariablement splendide. Un peu plus frais, les matins se prêtaient mieux encore aux longues promenades que nous effectuions de concert, bien que souvent enveloppés dans un silence paisible. La marche dans la nature m'ayant toujours porté à la méditation et à la réflexion, j'appréciais ces moments où la présence de mes camarades se faisait discrète. Au fil des jours précédents, mes pensées avaient naturellement conflué vers la question que j'avais soulevée à la toute fin de notre dernier entretien. Et comme je pressentais que l'on s'attendait autour de moi à ce que je l'aborde, j'allais maintenant m'y livrer.

PHILLIPE – L'évolution en cours, ou devrais-je dire la régression en cours, augure-t-elle la fin de la modernité? Voilà comment je pourrais reformuler la question qui me taraude. Pendant longtemps, j'ai estimé que les institutions et les valeurs constitutives de la société moderne étaient en voie de s'universaliser. Je croyais qu'à long terme, la plupart des sociétés allaient finir par s'inscrire dans la modernité. Non pas en raison d'une nécessité ou d'une prédestination quelconque, mais parce que la modernité me semblait pouvoir répondre aux motivations de multiples acteurs. Que ce soit la volonté des États de relever les défis posés par les puissances occidentales qui exercent une hégémonie planétaire depuis plus de deux siècles, l'aspiration des populations à un

développement qui permet d'améliorer leur niveau de vie et à un État de droit qui assure le respect de leurs droits et libertés, ou encore la quête de la part de nouvelles générations d'intellectuels et de militants d'un État démocratique qui rend possible la participation citoyenne. Je redoute à présent la fin possible de cette modernité qui, malgré ses contradictions inhérentes, a su diffuser des valeurs d'autonomie, de liberté et d'égalité qui, à mon sens, sont de nature transculturelle et seraient par conséquent appropriables par l'ensemble des humains.

La lente progression de la démocratie qui a prévalu pendant quelques décennies semble bel et bien stoppée. La plus grande partie de la population mondiale vit aujourd'hui sous des régimes autoritaires qui s'efforcent plus que jamais de saper, voire de détruire le libéralisme et la démocratie. Et les quelques dizaines de démocraties qui subsistent sont menacées d'une lourde régression orchestrée par des réactionnaires de tout acabit. Les processus qui ont engendré nos sociétés modernes semblent donc s'être enrayés. À l'exception, toutefois, de l'économie capitaliste qui, laissée à elle-même, continue sur sa lancée. Dynamisée par un développement technologique fabuleux, mondialisée et stimulée par des ploutocrates et des autocrates qui en tirent richesse et pouvoir, elle tourne à plein régime. Et manifestement, ses effets pervers se sont intensifiés, aussi bien l'exploitation brutale d'une masse d'ouvriers de tous âges et l'accroissement des inégalités, que la pollution et la destruction de l'environnement.

MARTIN — Il convient de souligner que les formes d'autoritarisme qui se répandent sur la planète sont diverses : despotisme en Russie, dictature héréditaire en Corée du Nord,

totalitarisme postcommuniste en Chine, théocratie islamique en Iran, ploutocratie aux États-Unis, démocratie illibérale en Hongrie et en Turquie, etc. Cependant, toutes n'ont pas le même prestige, non plus que le même ascendant. On ne saurait manifestement comparer l'influence dont disposent les mollahs iraniens avec celle qu'exercent les dirigeants chinois. Sur la base de ce critère, il est facile de comprendre que la croisade lancée par Xi Jinping contre les assises de la modernité est non seulement une des plus vigoureuses, mais potentiellement la plus efficace. D'après ses propres dires, le nouvel ordre mondial que souhaite instaurer le président chinois suppose que soient repoussés les sept périls redoutables que sont à ses yeux la démocratie constitutionnelle occidentale, les valeurs universelles, les droits de l'homme, l'indépendance judiciaire, la société civile, la liberté de la presse et le libéralisme.

Xi reprend à son compte l'argumentaire développé par l'ancien dirigeant autocratique de Singapour, Lee Kuan Yew, qui expliquait la phénoménale croissance économique de la cité-État par la mise en pratique des valeurs dites asiatiques : la primauté du groupe sur l'individu, le sens et la cohésion de la communauté, la frugalité, l'éducation, l'acceptation de la hiérarchie et le respect de l'autorité. Invoquant ces valeurs qu'il oppose aux valeurs dites occidentales, Xi plaide pour une modernité distinctive, trouvant ses racines en Asie, mais pouvant être implantée ailleurs.

FRANCE – Considérant le fabuleux développement qu'ont connu les dragons, les tigres et les autres pays émergents asiatiques dont la Chine, ce plaidoyer apparaît à nombre d'individus du Sud global on ne peut plus convaincant, et il est en conséquence en mesure de faire de multiples adeptes. Il peut

nous sembler fallacieux, mais il n'en soulève pas moins quelques questions incontournables, dont la première concerne le rapport entre la démocratie et le développement. Comme les expériences des pays qui se sont arrachés au sous-développement au cours du dernier demi-siècle nous l'ont rappelé, la démocratisation ne saurait être considérée comme une des conditions nécessaires au décollage économique. La nature du régime politique importe moins que la présence d'un État volontariste et pragmatique capable d'élaborer des stratégies ambitieuses et de les mettre en œuvre en les faisant partager par les principaux acteurs du pays. Je parle bien de rappel, car cela n'est pas nouveau. Il en fût de même au XIX^e siècle dans plusieurs pays européens tout autant qu'au Japon, où les États développeurs n'avaient au départ rien de démocratique.

En revanche, on ne saurait nier que des politiques de nature à favoriser la croissance peuvent non seulement se concilier avec la démocratie, mais participer à son émergence et à sa progression. Les transformations impulsées par le développement économique bouleversent en effet les modes de vie, les mentalités et les rapports de solidarité, et modifient par conséquent la société civile et sa relation au pouvoir. C'est ainsi que la Corée du Sud, par exemple, a connu un État développeur autoritaire dont la réussite même a conduit à la naissance d'une société civile capable de précipiter la fin du régime militaire. Les années 1980 y ont vu la naissance d'une nouvelle classe de capitalistes, sûre d'elle-même, de plus en plus persuadée qu'elle n'avait pas besoin de technocrates racketteurs et de police politique. Et de nouveaux mouvements sociaux, mouvements ouvriers, étudiants, féministes, écologistes ou simplement citoyens, ont exigé à la

fois le respect des droits civils et l'instauration de droits politiques et sociaux.

VÉRONIQUE – Il en a été de même de Taïwan où j'ai eu la chance de me rendre il y a quelques années. La république de Chine a connu elle aussi la fin d'une dictature et la mise en place d'une démocratie sous la poussée des mouvements sociaux qui s'étaient développés antérieurement. La logique de développement économique promue par le gouvernement nationaliste du Kuomintang à partir des années 1960 avait affaibli à long terme les bases autoritaires du régime. Aussi, même en invoquant les progrès formidables accomplis par le pays comme preuve de ses compétences en matière de gestion gouvernementale, le Parti unique n'a pu contenir les forces conjuguées qui revendiquaient une ouverture démocratique. Taïwan est aujourd'hui classé au premier rang des démocraties asiatiques, avant même la Corée du Sud et le Japon, et occupe la première place mondiale pour la fabrication des semi-conducteurs. L'île-pays représente évidemment un défi insupportable pour Pékin. À l'encontre du discours du Parti communiste sur l'inadaptation des valeurs dites occidentales au monde chinois, elle démontre qu'un modèle politiquement non autoritaire et respectueux des libertés fondamentales y est à la fois possible et très performant.

PHILIPPE – Les Xi, Poutine et autres autocrates de ce monde sont proprement réactionnaires et rétrogrades, s'évertuant à nier l'évolution absolument incroyable qu'a connue l'État sur la longue durée. Il est vrai que dès son apparition et pendant des millénaires, l'État a été essentiellement un outil de domination et d'exploitation des populations au bénéfice de minorités

gouvernantes. Mais les lentes mutations qu'il a subies l'ont finalement transformé jusqu'à en faire, dans certains cas et en partie tout au moins, un outil d'émancipation et de solidarité.

Déjà, aux XIII^e et XIV^e siècles, les monarchies qui prenaient leur essor en Europe se sont vu assigner des limites. Le pouvoir souverain ne sera pas conçu comme un pouvoir absolu, mais un pouvoir soumis au droit. Si le roi se réserve les droits régaliens de guerre et de paix, de justice, de législation et de fiscalité, il s'engage toutefois à respecter la propriété de chacun, individu ou groupe. Le fait que les princes ne peuvent pas lever des impôts à leur gré, mais doivent obtenir le consentement des contribuables en est un indice probant. Pour être légitime, l'impôt devra être consenti. D'une part, il devra répondre à un besoin collectif identifié et légitimé, ce qui justifiera le développement des assemblées représentatives. D'autre part, il ne sera plus approprié par le prince ou les gouvernants, ce qui entraînera à terme la séparation entre les sphères publique et privée de même que la fin d'un pouvoir d'État exercé selon des logiques personnelles et familiales.

Une deuxième étape s'est amorcée à partir des XVI^e et XVII^e siècles, à la faveur de l'avènement du libéralisme politique, qui s'est implanté d'abord en Hollande, puis en Angleterre. Bénéficiant de l'expansion commerciale stimulée par les grandes découvertes, ces deux pays se sont affirmés successivement comme puissance économique dominante. Et ils ont connu l'émergence d'une nouvelle élite urbaine engagée dans des activités commerciales, productives et financières. Pour défendre leurs intérêts et faire prévaloir leurs idées, ces bourgeois ont fait en sorte que leurs pays échappent aux tentatives de création d'une monarchie autoritaire qui ont touché à l'époque la plus grande partie de l'Europe occidentale. Afin de

garantir aux individus leurs droits civils, ils ont plaidé pour une limitation de l'action de l'État, une séparation des pouvoirs et la prépondérance du pouvoir législatif.

MARTIN – Seulement, les institutions politiques mises en place ne représenteront à l'époque qu'une mince couche oligarchique. Et les droits individuels fondamentaux, garantis par l'État et assurant à chacun une sphère d'action privée, ne concerneront alors que les hommes appartenant aux couches sociales économiquement dominantes. La métamorphose de l'État n'en était encore qu'à ses balbutiements. Mais elle allait se poursuivre avec l'affirmation de la souveraineté populaire, l'établissement d'une démocratie représentative fondée sur le suffrage universel, et l'émergence d'un État social.

Car la volonté de restreindre l'exercice des droits politiques n'a pu résister aux assauts progressifs des exclus qui ont défendu leur cause dans l'espace public, et rallié à eux une majorité de citoyens. Ils sont parvenus à le faire en se prévalant des droits fondamentaux qui sont à la base de l'existence de l'espace public, tels que la liberté d'opinion, la liberté d'expression et la liberté de réunion. La recherche d'une certaine égalité sur le plan socio-économique allait suivre elle aussi un parcours agité et semé d'obstacles. Mais c'est là encore en tirant parti de leurs droits fondamentaux que les citoyens ont pu obtenir l'instauration d'un État social. Manifestement, les autocrates en sont conscients, ainsi que le démontre leur recours systématique aux nouvelles technologies de surveillance, à la répression et aux sanctions les plus lourdes.

DANIEL – Un autre point du discours de Xi qui me semble sujet à controverse concerne la primauté du groupe sur l'individu,

qui serait à son avis la meilleure, voire la seule façon d'assurer la cohésion d'une société. Soutenir un tel principe, c'est de nouveau nier toute une part de l'évolution que l'humanité a connue au cours des derniers siècles. Car la valorisation de la liberté individuelle est assurément l'une des caractéristiques constitutives de la modernité. Évidemment, cela ne signifie pas que la vie collective y naîtrait de la vie individuelle. On ne saurait oublier que la société est première, au sens où c'est elle qui, initialement, façonne l'individu. Toutefois, dans la société moderne, ce façonnage tend à faire de l'individu l'unité de base, instituant graduellement ce que nous, sociologues, dénommons l'individualisme sociologique. Dans chaque domaine, l'acteur effectif devient l'individu : l'agent politique devient le citoyen; l'agent économique devient l'entrepreneur, le salarié, le consommateur; le mariage devient un contrat entre deux individus; etc. Et, à l'évidence, la démocratie libérale accorde le primat à l'individu, sanctionnant l'individualisation par la loi et le droit.

L'individualisme sociologique se rencontre essentiellement dans l'univers moderne. Les sociétés prémodernes sont toutes fondées sur des acteurs collectifs qui y constituent l'unité d'action : la famille, la bande, le clan, la tribu, la lignée, la caste, la seigneurie, la corporation, etc. Dans ces sociétés, les intentions des collectivités ont généralement antériorité et supériorité sur la volonté des individus. C'est le mouvement humaniste du XVI^e siècle qui, affirmant le primat de l'individu, va amorcer le déplacement du centre de gravité de la société globale et de ses groupements vers l'individu. Les conséquences de ces prémisses seront développées aux XVII^e et XVIII^e siècles, alors que les classes éduquées d'Europe et d'Amérique, réclamant l'abolition de toute relation de

dépendance naturelle des uns envers les autres, vont être conduites à affirmer un droit égal à l'autonomie et à la liberté pour chacun. Perçu, à l'instar du droit à la vie, comme un droit naturel que les humains possèdent en raison de leur commune nature, le droit à la liberté sera considéré par la Déclaration d'indépendance américaine et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 comme imprescriptible et inaliénable.

MARTIN – De fait, la liberté individuelle va s'affirmer comme la valeur prééminente qui chapeaute et englobe les autres valeurs de l'univers moderne. Elle va orienter tout autant le développement des structures de la personnalité que celui des institutions. Manifestement, d'autres valeurs ont été reconnues dans les sociétés modernes. Cependant, non seulement elles ont dû se révéler conciliables avec la liberté, mais elles ont été le plus souvent comprises comme de nouvelles facettes de l'idée constitutive de liberté. Ainsi de l'idéal d'égalité qui, tout en donnant lieu à des revendications qui se présentent fréquemment en tension avec l'aspiration à la liberté, se traduit finalement dans la volonté que tous bénéficient à la fois des mêmes droits à la liberté, ce qui implique l'égalité des chances, et des mêmes possibilités d'user de ces droits, ce qui justifie la lutte pour l'égalité des conditions.

En ce sens, l'individualisme sociologique doit être clairement distingué tout autant de l'idéologie individualiste qui considère l'individu et ses droits comme supérieurs à ceux de la société que de la tendance égoïste, mais souvent dite individualiste, à tout subordonner à ses intérêts propres. Contrairement à ce que Xi sous-entend, l'individualisme contemporain n'enferme pas nécessairement dans l'isolement

et le repli sur soi. La culture de l'individualisme, qui n'a pas que des effets atomisants sur la société, permet de composer de nouvelles formes de solidarité et de vivre ensemble, fondées sur l'autonomie plutôt que sur l'obéissance ou sur la soumission. De façon qui peut paraître paradoxale, la société des individus est en mesure de conduire à une multiplication des appartenances plutôt qu'à une désaffiliation généralisée.

FRANCE – Cela va effectivement à l'encontre du sens commun qui présume que les liens sociaux sont plus forts dans les sociétés traditionnelles, idée partagée tout autant par un bon nombre de gens habitant des sociétés modernes que par ceux qui appartiennent à des sociétés plus traditionnelles. Et pourtant, malgré des différences notables, toutes les nations inscrites dans la modernité ont réussi à instaurer une appartenance commune et à assurer un minimum de cohésion et de solidarité nationales. Elles y sont parvenues par la mise en place d'institutions démocratiques, mais également par le déploiement d'une société civile dynamique. Quelle qu'en soit la nature, les divers groupes et associations qui donnent vie à la société civile apprennent aux citoyens à sortir d'eux-mêmes et à défendre des intérêts communs. Ils servent en quelque sorte de matrices dans lesquelles se développe le capital social, soit la capacité et la volonté de coopérer avec autrui.

Les acteurs de la société civile constituent également des forces de proposition et de résistance à l'État. De concert avec des médias indépendants, ils alimentent l'espace public où s'organisent les débats qui structurent les enjeux et contraignent l'action des détenteurs du pouvoir. Le président Xi a tout à fait raison de craindre ce péril redoutable que représente à ses yeux une société civile vigoureuse. Du reste, Trump et ses zélotes partagent ce point de vue. Pour établir

leur gouvernement de l'oligarchie, par l'oligarchie et pour l'oligarchie, ils se doivent d'altérer la société civile afin de l'empêcher de leur résister. Semant la discorde et la méfiance, et dénaturant leurs adversaires en ennemis, ils abîment évidemment le tissu social américain. Ils escomptent cependant qu'il leur suffira d'activer le ressort du « nous contre eux » pour assurer la cohésion de la nation. Nous contre les immigrants qui menacent notre prospérité si ce n'est notre survie. Nous contre ces soi-disant alliés qui profitent sans vergogne de nos capacités militaires et de nos ressources économiques. Nous contre tous ceux qui empêchent notre nation de retrouver sa grandeur.

Pince-sans-rire, Véronique a conclu l'entretien en signalant que sans s'embourber dans une pareille opposition, nos propos témoignaient néanmoins d'une apparente discordance dès lors que nous soutenons, d'une part, que la modernité représente un progrès pour l'humanité, tout en reconnaissant, d'autre part, que les sociétés non occidentales semblent loin de se bousculer pour s'y inscrire.

ENTRETIEN DU 5 NOVEMBRE

Nos regards s'étaient spontanément tournés vers Véronique. Souvent narquoise, notre copine belge avait non seulement l'art de rendre l'atmosphère plus légère, mais également l'habileté à formuler comme si de rien n'était les questions les plus pertinentes. La remarque ironique qu'elle avait lancée la semaine précédente nous avait interrogés, et nous attendions la suite.

VÉRONIQUE – Pour être à même de se prononcer sur la question soulevée par Philippe quant à une fin possible de la modernité, ne serait-il pas utile de préciser la nature de cette modernité ainsi que les conditions de sa diffusion dans les sociétés non occidentales?

PHILLIPE – Oui, j'en conviens. En synthétisant les avis que nous avons partagés précédemment, je définirais la modernité comme le modèle de société qui a émergé en Occident au cours des derniers siècles en raison du déploiement de trois processus fondamentaux. Le premier processus touche le politique, avec la constitution d'États-nations, qui se veulent souverains et, pour certains, assujettis au droit, libéraux et démocratiques. Le deuxième processus touche l'économie, avec la mise en place d'une économie capitaliste, qui assure un développement économique fabuleux grâce à l'application de la science à la production, au moyen de la technologie. Le troisième processus touche les rapports sociaux, avec la mise en œuvre d'une forte individualisation et la formation d'une

société civile basée sur des organisations distinctes des communautés primaires, à savoir les familles, les villages et les ethnies. Ces trois processus ont connu une histoire séculaire, une histoire ponctuée d'avancées et de reculs. Et il apparaît assez évident que les trois ont été l'objet d'un codéveloppement. On peut aisément identifier entre eux tout un jeu d'influences et d'entraînements réciproques.

C'est ainsi que le développement de l'État et l'approfondissement du Marché se sont déployés en étroite synergie. L'État a offert des garanties légales à la propriété privée, et structuré les différents marchés, les marchés de biens, mais également les marchés des facteurs de production, à savoir la terre, le travail et le capital. Il a en outre favorisé l'expansion commerciale et la conquête des marchés extérieurs. De leur côté, le développement des échanges marchands et la croissance économique ont indiscutablement renforcé l'État, lui offrant les moyens de ses ambitions.

DANIEL – Le lien entre la construction de l'État moderne et le processus d'individualisation est lui aussi très étroit. L'État moderne accorde le primat à l'individu. La relation entre les gouvernants et les gouvernés se joue sur une base individualiste et non plus communautaire. L'agent politique, c'est le citoyen. D'autre part, c'est l'État qui, par le droit ainsi que par les protections et les services qu'il offre, assure les conditions institutionnelles et sociales permettant l'autonomisation de l'individu.

Le rapport entre l'individualisation et l'économie capitaliste est également incontestable. Dans le domaine économique, l'acteur effectif est aussi devenu l'individu, un individu qui s'est fait entrepreneur, salarié, consommateur. Pas de capitalisme sans liberté d'entreprendre et de

poursuivre son intérêt personnel et ses fins propres dans la sphère des rapports marchands. Pas de capitalisme non plus sans salariés. En revanche le salariat a été l'un des principaux facteurs permettant aux individus d'acquérir leur autonomie face à leurs communautés primaires d'appartenance, comme la grande famille. Enfin, il est clair que la présence d'une société civile dynamique, dont l'autonomie est garantie par l'État, mais qui est capable de résister aux détenteurs du pouvoir politique et économique, a favorisé l'évolution des institutions sociales, économiques et politiques.

FRANCE – Cette façon de concevoir la modernité sur la base de ses trois processus constitutifs m'apparaît particulièrement éclairante. D'une part, elle permet de saisir que la modernité n'est pas un état arrêté et distinct dans lequel les sociétés peuvent ou non se trouver, mais un procès dans lequel elles peuvent ou non s'inscrire, aussi bien que progresser ou régresser. D'autre part, elle permet d'aborder correctement la question du transfert ou de la diffusion de la modernité dans les sociétés non occidentales.

Personnellement, je n'ai jamais envisagé la modernité comme étant de nature purement occidentale, ce qui bien sûr limiterait, voire empêcherait son appropriation par les sociétés non occidentales. Il est vrai que pour des raisons qui tiennent à la singularité de l'histoire européenne, les trois processus constitutifs de la modernité ont émergé en Occident, où ils ont été sur le long terme l'objet d'un codéveloppement. Cependant, cela n'infirme en rien leur caractère universalisable. Non pas qu'ils seraient universels par nature, auquel cas on les retrouverait dans toutes les sociétés, et de tous temps. Mais à partir du moment où ils sont

advenus dans des sociétés données, ils ont été appropriables par d'autres sociétés.

PHILLIPE – Il en a été ainsi des quelques grandes transitions qu'a connues l'humanité dans le passé. Que ce soit lors de la révolution néolithique au cours de laquelle des populations de chasseurs-cueilleurs se sont sédentarisées et ont développé des pratiques de conservation puis de domestication qui ont permis une accumulation de richesses qui a transformé leurs systèmes sociaux et symboliques. Ou encore lors de la révolution urbaine au cours de laquelle un processus d'urbanisation et d'unification politique a rendu possible la fondation de royaumes et d'empires et suscité des développements techniques, économiques, intellectuels et religieux majeurs.

Pour de multiples raisons, les deux révolutions en question ne se sont opérées au départ que dans un nombre restreint de zones, notamment les Proche et Moyen-Orient, la Chine du Nord, l'aire andine et le Mexique. Aussi l'extension des nouveaux modèles de société qui avaient émergé n'a pu se faire que selon un processus de diffusion et d'appropriation. La diffusion a pu emprunter différentes formes: propagation lente des techniques de proche en proche ou transfert par de petits groupes migrants pour la néolithisation; dissémination de technologies et d'institutions par la guerre ou le commerce pour la révolution urbaine. Mais dans tous les cas, il y a eu un jeu combiné d'exportation et d'importation, un jeu d'assimilation qui, loin de conduire à une uniformisation, a rendu possible une pluralité d'actualisations. Il en va de même de la modernité, qui a émergé en Europe occidentale avant de rayonner, et dont il ne peut y avoir que des versions culturelles.

FRANCE – De fait, on aperçoit déjà une grande diversité entre les sociétés modernes occidentales qui se distinguent non seulement par la forme de capitalisme qui y prédomine, mais plus globalement par les types de gouvernance ainsi que de culture politique et sociétale qu'on y retrouve. Et il apparaît évident qu'à l'instar du Japon, de la Corée du Sud ou de Taïwan, les sociétés non occidentales qui s'inscrivent dans la modernité la réinventent à leur façon. Évidemment, la nature concrète et le rythme de cette inscription dépendent pour chaque société des caractéristiques acquises au cours de son parcours historique et des circonstances dans lesquelles elle a été confrontée à la modernité. On peut facilement le constater en comparant, par exemple, les évolutions qui se sont opérées en Extrême-Orient avec celles qui ont eu lieu en Afrique subsaharienne. Par ailleurs, si l'essor d'une économie capitaliste est susceptible de connaître une avancée rapide dans les sociétés en voie d'inscription dans la modernité, il n'en va assurément pas de même de la démocratisation — qui se heurte le plus souvent à de fortes résistances et qui ne peut progresser que lentement — et de l'individualisation qui n'opère que de manière encore plus lente et, surtout, discrète.

VÉRONIQUE – Bien! Admettons que la modernité soit appropriable par les sociétés non occidentales. Mais est-ce souhaité? Est-ce même souhaitable? Je sais bien qu'aujourd'hui, l'idée de progrès est le plus souvent l'objet d'un rejet global. Personnellement, je crois pourtant qu'il peut être utile d'en faire une utilisation critique. Car le progrès ne peut pas être pris absolument, et les critères pour l'apprécier varient selon les domaines. En matière de connaissance, le progrès se mesure sur la vérité, sur la capacité croissante à mieux formuler les questions et à leur trouver des réponses

plus satisfaisantes. À cet égard, l'avancement des sciences est incontestable.

Dans le domaine de la production de biens et de services, le progrès est apprécié par rapport à l'utilité, à l'efficacité, à l'adéquation, à l'agrément. Le cours des choses est ici plus ambivalent, l'accroissement du pouvoir faire et de la prospérité se doublant d'une exploitation parfois impitoyable de la main d'œuvre et d'une détérioration de l'environnement. Dans d'autres domaines, les critères applicables sont plus incertains, et les appréciations plus subjectives. Ainsi du domaine de l'art, où certaines disciplines, la peinture, l'architecture et la musique par exemple, ont pu atteindre des sommets extraordinaires dans des contextes appartenant à des périodes différentes. Ainsi aussi des pratiques sociales, que l'on ne peut dissocier des valeurs qu'elles cherchent à incarner.

MARTIN – Manifestement, la modernité n'est pas porteuse d'un progrès absolu. Comme les autres modèles de société qui l'ont précédée, la société moderne est marquée d'ambivalences et de contradictions. Elle est génératrice de dynamiques paradoxales, induisant tout à la fois de nouvelles possibilités et de nouvelles contraintes de réalisation pour les humains. Cela est évident pour le capitalisme qui, depuis plus de deux siècles, a fait la preuve de son efficacité matérielle comme mode de production de la richesse sociale tout autant que de son pouvoir destructeur lorsqu'il est laissé à lui-même.

Comme les pays émergents nous en ont fait de nouveau la démonstration, le décollage économique offre des possibilités d'accomplir des progrès considérables dans la lutte contre la pauvreté ainsi que dans les domaines de la santé et de l'éducation, mais il présuppose le plus souvent une

oppression et une exploitation éhontée des ouvriers, engendre de fortes inégalités et provoque une pollution désastreuse de l'environnement. Au plan mondial, dans un contexte d'économie globalisée, les marchés peu régulés favorisent tout autant le décollage que le déclin industriel ou la stagnation, et déclenchent par leur démesure des crises économiques dévastatrices.

DANIEL — L'individualisation revêt également un caractère ambivalent. Elle est à la fois un vecteur de libération de l'initiative individuelle et d'émancipation des individus du carcan des traditions et de toutes les figures de la dépendance sociale, et un facteur de fragilisation ou d'insécurisation en rendant chacun plus comptable de son avenir, et ce, quel que soit le niveau de ressources dont il dispose. Quant à l'État-nation démocratique qui crée et protège des droits civils, politiques et sociaux, à l'évidence, il renferme toujours la menace potentielle d'un nationalisme étroit, xénophobe et agressif.

FRANCE — À mon avis, c'est d'ailleurs dans le rapport aux étrangers que l'humanité a historiquement le moins progressé. Déjà, dans les sociétés primitives, les ethnies s'évitaient et n'avaient que des contacts épisodiques les unes avec les autres. Suivant les anthropologues et les préhistoriens, les étrangers y étaient le plus souvent perçus comme étant d'une nature différente de celle que l'on partageait avec les membres de sa propre ethnie, et le rapport avec eux était un rapport d'hostilité. En général, les ethnies s'efforçaient de tenir les autres à distance. C'est ce que visaient les raids guerriers, quand ils n'étaient pas liés au devoir de vengeance. D'un autre côté, ces raids permettaient aux jeunes

mâles adultes de se glorifier de leurs ennemis terrassés, d'affirmer leur virilité et d'accroître leur prestige social en exhibant des scalps et des têtes coupées, qui servaient fréquemment à des cérémonies. Et dans le cas où l'on ramenait des captifs, les hommes étaient sacrifiés alors que les femmes et les enfants étaient adoptés.

Au Néolithique, la guerre est devenu endémique, bien qu'au regard de ce qu'elle était dans l'univers primitif, elle ait changé dans ses buts et ses moyens. C'est que, désormais, les richesses stockées présentaient des occasions de pillage et l'augmentation des populations procurait des forces mobilisables. De raids éclairs de rapines et de rapt de femmes et d'enfants menés par de petites bandes de guerriers, les conflits entre les chefferies se sont transformés en guerres de razzia et multipliés. De ces incursions, on rapportait des biens, qui étaient en partie redistribués, et des esclaves. Quelques-uns de ces esclaves étaient sacrifiés comme on le faisait antérieurement des ennemis capturés dans les sociétés primitives. Les autres servaient dans la garde rapprochée d'un grand ou assuraient les travaux les plus pénibles à réaliser. Le droit de la guerre qui s'est alors affirmé, et qui a perduré pendant des millénaires, rendait les ennemis et tout ce qui leur appartient appropriables. Les vaincus étaient, corps et biens, à la merci des vainqueurs.

Avec l'apparition des sociétés étatiques, la guerre de conquête s'est ajoutée à la guerre de razzia. Les grands empires ont tous été engendrés par des peuples aguerris, que ce soient les Qin en Chine, les Perses achéménides, les Grecs, les Romains et les Arabes au Proche et au Moyen-Orient, en Asie centrale et dans le pourtour méditerranéen, ou encore les Aztèques et les Incas dans les Amériques. Et lorsqu'ils

s'affaibliront, plusieurs des empires en question deviendront la proie de tribus guerrières, mongoles, mandchoues, germaniques, berbères ou turques. Les luttes engagées par ces tribus seront toujours violentes, provoquant viols et pillages, mais elles feront parfois preuve d'une brutalité et d'une cruauté sans nom. Il en sera ainsi des invasions mongoles qui feront disparaître plusieurs dizaines de millions d'êtres humains.

MARTIN – Hélas, cette histoire pleine de bruit et de fureur ne s'est pas close avec la modernité. On doit d'abord se rappeler que les États-nations n'ont pu construire leur unité politique et se donner une homogénéité culturelle qu'au prix de l'oppression et de l'exclusion de minorités nationales, des maux qui persistent encore aujourd'hui dans de nombreux pays. En outre, dans certaines situations, que ce soit dans les Amériques, en Australie et en Nouvelle-Zélande, ou encore en Russie, il a fallu préalablement conquérir le territoire convoité et soumettre les peuples qui l'occupaient. On ne peut non plus faire l'impasse sur les forfaits perpétrés dans le contexte du colonialisme. Visant une exploitation implacable des territoires conquis puis occupés, la domination coloniale sera toujours oppressive et, parfois, d'une brutalité inouïe, particulièrement lors des révoltes, réprimées à coup d'effroyables sévices, de viols et de massacres.

On doit enfin constater qu'en concurrence les uns avec les autres, les États-nations ont été généralement enclins à mettre leur puissance au service d'un nationalisme belliqueux. Leurs rivalités ont provoqué, entre autres fléaux, deux guerres mondiales. Lors de la première, les pertes humaines se sont élevées à environ 18,6 millions de morts, alors que la seconde a provoqué entre 60 et 80 millions de morts, dont plusieurs à

l'occasion d'effroyables massacres de masse. Il est vrai que l'horreur a suscité un éveil salutaire. En 1945, avec la création des Nations Unies et de tout un éventail d'organisations dites multilatérales, un nouvel ordre international a été mis en place favorisant le maintien d'une paix relative. Mais cet ordre est aujourd'hui menacé par les Trump, Xi, Poutine et autres autocrates qui, pratiquant un unilatéralisme débridé et s'autorisant de la loi du plus fort, laissent présager un retour funeste à la logique impériale du XIX^e siècle.

Au moment même où Martin s'arrêtait, Anastasia et Christos nous arrivaient sur la terrasse. Comme il en allait presque hebdomadairement, ils venaient se joindre à nous pour le dîner. La rencontre de ce soir-là allait cependant être singulière puisque nous devons la consacrer à organiser le périple que nous comptons effectuer la semaine suivante. Un périple auquel nos deux amis allaient d'ailleurs être à même de participer en raison du répit que leur octroyait la fin de la haute saison touristique.

UN DEUXIÈME INTERMÈDE

La température était étonnamment douce pour la saison, et notre seconde semaine de relâche se présentait bien. Les deux quatre-quatre se suivant, nous nous sommes tout d'abord dirigés vers l'extrémité ouest de l'île, pour y visiter l'une de ses villes les plus pittoresques, La Canée. Bénéficiant d'une position stratégique, cette cité portuaire a été au cours des âges un important centre politique et économique. Édifiée initialement par les Minoens, elle se fera cité-État à l'époque de la Grèce classique avant d'être conquise et occupée successivement par les Romains, les Byzantins, les Vénitiens et les Ottomans. Aussi, est-ce en nous promenant près des murailles byzantines, dans les ruelles étroites du port vénitien ou autour des mosquées et des fontaines ottomanes que nos deux amis crétois ont évoqué ce passé dont les traces sont encore bien présentes.

Après avoir exploré la région de La Canée pendant près de trois jours, nous avons fait route vers le monastère d'Arkadi. Situé sur un plateau dominant une plaine, et enserré dans un paysage recouvert d'oliviers, de vignes, de pins, de cyprès et de chênes, il est considéré comme le plus beau de tous les monastères crétois. Fondé au XIII^e siècle, au temps de l'empire Byzantin, il recèle quelques joyaux de l'art religieux chrétien orthodoxe, notamment de nombreuses icônes. Fasciné par ce type de peintures sur bois aux couleurs vives qui dégagent une impression de transcendance et de sacré, Daniel a particulièrement apprécié ces œuvres dont un moine

nous a expliqué qu'elles reflétaient non seulement leur ascendance byzantine, mais aussi une influence exercée par l'art italien, notamment en ce qui concerne la perspective et le réalisme.

Par ailleurs, la célébrité du monastère d'Arkadi ne tient pas seulement à sa magnificence, mais aussi à un événement tragique qui s'y est déroulé, événement que Christos nous a ainsi rapporté. Dans les années 1860, alors que la Grèce avait conquis son indépendance depuis déjà plus de trente ans, la Crète était toujours sous le joug ottoman. Les soulèvements se multipliaient, mais l'occupation qui se poursuivait depuis le milieu du XVII^e siècle tenait bon, et toute révolte était très violemment réprimée. En novembre 1866, au tout début d'une insurrection majeure qui allait durer plus de trois ans, quelque trois-cents rebelles et six-cents femmes et enfants ont trouvé refuge dans le monastère. Cernés par une armée de près de 15 000 hommes, les assiégés ont alors préféré se donner la mort en faisant exploser une poudrière plutôt que de tomber aux mains des Turcs. Ce drame allait attirer l'attention de l'Europe, et inspirer plus tard à Níkos Kazantzákis sa fameuse devise « La Liberté ou la Mort ». La Crète n'acquerra son autonomie qu'en 1898, et elle sera finalement rattachée à la Grèce en 1913.

Malheureusement, les Crétois n'en avaient pas fini avec les envahisseurs. Le 20 mai 1941, les Allemands déclenchent une des plus importantes opérations aéroportées de la Seconde Guerre mondiale afin de prendre le contrôle de cette terre qui occupe une position absolument stratégique en Méditerranée. Malgré une résistance héroïque qui soutient un combat acharné pendant dix jours, l'ennemi l'emporte et instaure son occupation de l'île. Entachée par les famines, les

répressions et les déportations, celle-ci va durer jusqu'en octobre 1944. En quittant le monastère, nous nous sommes justement rendus dans un village qui a été détruit et dont une partie de la population a été décimée en août 1944 en guise de représailles exercées en réponse à l'enlèvement d'un général et l'élimination d'un détachement allemand par des résistants. Reconstitué sur son site initial, une sorte de terrasse surplombante qui offre une vue spectaculaire sur les hautes montagnes avoisinantes, Anógia se présente aujourd'hui comme un gros bourg agricole qui a su préserver nombre de traditions populaires.

Après avoir passé une nuit dans ce lieu des plus agréables, nous avons gagné l'Observatoire astronomique de Skinakas. Niché sur un sommet du massif du Psiloritis, à une altitude de 1 750 mètres, il offre des conditions idéales permettant aux astronomes et astrophysiciens de profiter au mieux des trois télescopes qu'il abrite. Tirant parti de son réseau professionnel, Véronique avait réussi à retenir des chambres dans la maison d'hôtes qui s'y trouve et à réserver quelques créneaux horaires pour l'utilisation d'un télescope. La lune étant à son premier quartier, le ciel bien dégagé et les indications fournies par Véronique des plus claires, nous avons pu contempler un bon nombre de planètes, d'étoiles et de galaxies.

Sur le chemin du retour vers Zakros, nous nous sommes arrêtés à Gortyne, pour y découvrir les ruines de l'ancienne capitale de la province romaine de Crète et de Cyrénaïque. Entre oliveraies, orangeries et vignobles, les vestiges témoignent de la grandeur passée de cette ville qui, à son apogée, aurait compté entre 100 000 et 300 000 habitants. Cité où selon la légende Zeus aurait épousé la belle Europe,

Gortyne est devenue par la suite la métropole du christianisme crétois. Car l'introduction du christianisme en Crète s'est faite très tôt. Selon la tradition, elle aurait été liée à l'apostolat de saint Paul. Au cours d'un voyage à Rome, le bateau dans lequel ce dernier avait pris la mer aurait dû s'arrêter dans un port situé au sud de Gortyne, le temps que survienne un changement de vent favorable. Tirant parti de ce séjour forcé de trois semaines, Paul aurait prêché la Bonne nouvelle aux habitants de la région, laissant à son départ son disciple Tite poursuivre le travail d'évangélisation.

À la suite de ce bref rappel historique qu'elle venait de nous livrer, et en réponse à une remarque de France quant au nombre impressionnant d'édifices à caractère religieux qui quadrillent le territoire crétois, Anastasia est revenue sur l'importance qu'a eu le christianisme orthodoxe dans l'histoire bimillénaire du pays. Elle a rappelé le rôle central joué par les églises et les monastères dans la préservation de la culture et de la langue crétoises, notamment durant l'occupation ottomane qui s'est tout de même poursuivie pendant quelque 250 ans. Puis, elle a donné les quelques indications suivantes concernant la situation actuelle. Aujourd'hui encore, la foi orthodoxe imprègne la vie quotidienne et les mentalités. Et bien que la laïcité ait été officiellement adoptée en Grèce depuis quelques années déjà, garantissant la liberté de conscience et de culte, les débats concernant le statut des membres du clergé et le rôle de l'Église orthodoxe, entre autres dans le système éducatif, persistent. Partout présents, les papes prennent une part active à la vie communautaire, et la participation aux fêtes religieuses demeure extrêmement forte. Même des non-croyants se sentent tenus d'y assister afin de manifester leur appartenance à la collectivité.

Constatant notre étonnement devant ce tableau qu'elle nous brossait, Anastasia s'est enquis de l'état des choses prévalant dans nos propres sociétés. Rapidement, l'évolution qu'a connue le Québec sur le plan religieux a retenu l'attention en raison des ressemblances et des différences marquées qu'elle offre avec celle qui s'est opérée en Crète. Au Québec, pendant plus de cent ans, l'Église catholique a tenu une place prépondérante sur le plan social et idéologique. Églises, presbytères et couvents occupaient le cœur des villages et des quartiers urbains, et la vie était essentiellement rythmée par le calendrier liturgique. Un clergé omniprésent intervenait quasiment dans tous les domaines, œuvrant à la préservation de la culture et de la langue des Canadiens-Français. Mais à compter des années 1960, de formidables bouleversements ont touché à la fois la place et l'image de l'Église catholique au Québec. Aujourd'hui, la religion catholique ne structure plus, en aucune façon, la vie de cette société. La pratique religieuse ne concerne plus qu'une infime minorité, essentiellement des personnes âgées et des immigrants. Les églises sont abandonnées, démolies ou reconverties en lieux culturels ou en résidences. Le nombre de prêtres et de religieux qui n'avait cessé d'augmenter depuis 1840 jusqu'en 1960 a été divisé par dix. Les communautés religieuses, qui contrôlaient jadis les systèmes éducatif et hospitalier, sont pratiquement devenues des mouiroirs. Et plutôt que d'envoyer des missionnaires aux quatre coins du monde, l'Église québécoise accueille à l'inverse des prêtres provenant d'Afrique ou d'Amérique latine pour combler les manques.

À Christos qui demandait comment un tel renversement a pu advenir, j'ai d'abord précisé que contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres sociétés, le

processus de laïcisation s'est opéré au Québec relativement rapidement et sans trop de heurts. La majorité des évêques ont accepté que les écoles, les hôpitaux et les services sociaux relèvent dorénavant de l'État et non plus de l'autorité religieuse. Et de nombreux membres du clergé se sont engagés dans les réformes qui ont permis au Québec de commencer à combler son retard sur les plans social, économique et culturel. D'autre part, l'Église n'a pas su s'adapter aux changements sociaux et culturels qui se sont accélérés par la suite. Le rapport à la sexualité en offre un bel exemple. Toujours et encore obnubilée par cette question, et s'appuyant sur sa conception désuète d'une loi naturelle à respecter, l'Église a continué à considérer comme immorales tout autant les relations homosexuelles que les relations hétérosexuelles hors du mariage, ainsi que toute forme de contraception artificielle dans le mariage. Dans certains pays, ces prises de position ont eu des effets catastrophiques, entravant l'adoption de mesures permettant de maîtriser la démographie et la propagation de certaines maladies, et servant de justification à l'ostracisme et à la répression des minorités sexuelles. Au Québec, les gens, dont la majorité des pratiquants, ont simplement cessé d'accorder à l'Église quelque crédit que ce soit en ces matières. On pourrait donner comme autre exemple la tradition patriarcale que l'Église a perpétuée, allant ainsi à l'encontre des évolutions considérables effectuées grâce aux luttes menées par les féministes.

Bien que n'observant pour leur part les pratiques traditionnelles que de manière laïque, Anastasia et Christos sont apparus quelque peu troublés par notre échange de vues. Après un silence révélateur dans lequel s'est manifestée leur perplexité, Christos a demandé : mais comment arrive-t-on à faire société après un retrait quasi complet du religieux? Ce à quoi Anastasia a ajouté : et comment conserver une mémoire collective et nourrir une vision commune de l'avenir quand on ne partage plus un même credo? Ces interrogations nous ayant laissé tous les cinq pratiquement sans voix, nous nous sommes simplement promis d'y revenir. D'autant que le moment était venu de regagner Zakros. Longeant la côte, nous avons néanmoins fait une courte halte à la plage de Vaï pour y admirer la plus grande forêt de palmiers d'Europe, quelque 5 000 palmiers qui se détachent sur un fond de sable doré et d'eaux cristallines. Notre périple s'achevait dans la beauté.

ENTRETIEN DU 19 NOVEMBRE

Goûtant pleinement notre vie commune, nous n'avions pas vu le temps passer. Mais voici qu'au retour de notre dernière excursion, le trimestre que nous avons choisi de partager nous est soudainement apparu bien avancé. De ce fait, l'atmosphère qui régnait parmi nous depuis deux ou trois jours était empreinte d'une certaine nostalgie. Pour rompre le silence pensif qui s'était installé, je me suis donc décidé à amorcer ce qui s'annonçait comme devant être notre ultime entretien.

PHILLIPE – Comme vous peut-être, j'ai beaucoup repensé aux questions soulevées par Anastasia et Christos. Elles m'ont remis en mémoire un livre que j'ai lu il y a plus de cinquante ans déjà, un ouvrage portant sur les idéologies. L'auteur y constatait que sous la modernité, la religion n'est plus au fondement du lien social. Non pas que la croyance et la pratique religieuses se soient estompées ou que les Églises aient disparu, mais la religion a cessé d'englober et d'organiser la vie collective. Les modernes n'arrivent plus à interpréter le passé et à anticiper l'avenir en se référant à une révélation provenant d'un au-delà.

Toutefois, soutenait le même auteur, cette perte de sens n'est pas nécessairement la chute dans le non-sens. Car au fur et à mesure que les histoires saintes se sont effritées et que les traditions ont déchu, les idéologies les ont remplacées. Ce sont

dorénavant les idéologies qui permettent aux humains de s'ancrer dans le monde en lestant leur vie de signification, et qui rendent leurs choix et leurs décisions possibles. Car les idéologies incorporent à la fois des explications, des valeurs et des projets. Dans les sociétés démocratiques, étant donné l'existence des droits et libertés individuels, les idéologies se révèlent pluralistes et parfois même contradictoires, ce qui n'est évidemment pas le cas dans les régimes totalitaires. Cependant, et jusqu'à tout récemment, la plupart des idéologies ont partagé une même foi dans le progrès et une même confiance en l'avenir.

VÉRONIQUE – Il vaut la peine de noter que la notion de progrès est née de l'avance considérable et incroyablement rapide du savoir scientifique aux XVII^e et XVIII^e siècles. Personnellement, je tire une certaine fierté du fait que c'est dans ma discipline, l'astronomie, que la science moderne a trouvé son premier élan et que s'est affirmée la possibilité d'un développement continu des connaissances. L'essor des sciences va nourrir la conviction de pouvoir améliorer la condition humaine par le savoir scientifique et le pouvoir-faire technique que celui-ci favorise. Au siècle des Lumières, des doutes et des craintes de régression persistaient encore, atténuant l'optimisme. Mais, finalement, au XIX^e siècle, la croyance en la perfectibilité illimitée de l'espèce humaine et la certitude d'une progression de l'humanité se sont affirmées. Manifestement, aujourd'hui, et en raison des multiples phénomènes inquiétants dont nous avons amplement discuté, cette certitude est bel et bien disparue.

MARTIN – Pour ma part, je ne crois pas qu'il nous faille regretter la confiance quasi aveugle qu'à l'instar de nombreux autres

modernes certains d'entre nous avons mis dans l'avènement d'un monde meilleur. Non pas qu'il nous faille céder à la résignation et nous contenter de gérer les urgences. Mais il nous faudrait susciter une espérance sérieuse qui, aux antipodes des vœux pieux, soit fondée sur des possibilités vraisemblables. Car, heureusement, la réalité ne se réduit pas à ce qui est actuellement possible. Pour paraphraser Diderot, il nous faut éviter d'être de ces sots qui ne voient guère de possible que ce qui est. Le réel comprend des virtualités non encore accomplies, des tendances plus ou moins latentes qu'il nous faut savoir détecter. Le futur demeure partiellement ouvert, dépendant en partie de notre liberté et faisant appel à notre responsabilité. D'ailleurs, le possible ne se révèle souvent que dans et par l'agir. Mais pour profiter de cette ouverture, encore faut-il que les populations le veuillent. D'où l'importance de proposer une vision motivante du futur, capable d'apporter une réponse convaincante aux crises actuelles.

DANIEL — Seulement, présentement, on assiste moins à l'élaboration d'une telle vision qu'à des luttes partisans stériles dans les parlements et à des manifestations de colère et d'indignation dans les rues. Aussi, en se conjuguant, la méfiance envers les élites, la défiance à l'égard des institutions, l'impatience chronique et le refus de compromis ouvrent-ils la voie aux extrémistes, qu'ils soient de gauche ou de droite. J'ai parfois l'impression de vivre une sorte de retour aux années 1920-1930, quand s'affrontaient communistes et fascistes.

Révoltés, non sans raison, par la misère et le désordre socioéconomique régnant à l'époque dans les sociétés européennes, ils visaient à provoquer une rupture et à opérer un renouvellement radical touchant toutes les dimensions de

la vie en commun. Manifestement, ils étaient guidés par des principes fort différents, les uns se réclamant d'une utopie à caractère progressiste tandis que les autres prétendaient revenir à l'ordre traditionnel. Toutefois, en pratique, les deux idéologies vont déboucher sur le totalitarisme. À la recherche d'une unanimité et d'une uniformité leur permettant une maîtrise totale sur l'ensemble social, dirigeants communistes et dirigeants fascistes vont pulvériser la société civile, atomiser la population et s'efforcer d'anéantir le libre arbitre des individus. Heureusement, les gouvernements démocratiques vont apporter une tout autre réponse aux problèmes des sociétés modernes en instaurant un État social régulateur capable de garantir les grands équilibres économiques et d'assurer une nouvelle forme de solidarité.

FRANCE – Toutefois, faut-il le rappeler, cela n'a pu être réalisé que dans le cadre d'États reconnaissant les droits civils et politiques. Il est vrai que la démocratie représentative n'est pas très en phase avec notre époque où chacun peut s'exprimer sans intermédiaire et transiger quasi instantanément. Les mouvements nationaux-populistes (Gilets jaunes français, 5 étoiles italien, MAGA américain, etc.) l'ont bien saisi, eux qui proposent à leurs adhérents une participation directe et constante leur donnant l'impression d'être au cœur d'un soulèvement historique. Et pourtant, ultimement, les citoyens ne peuvent avoir une réelle prise sur le pouvoir qu'à travers le suffrage universel. Comme l'avaient compris les sociaux-démocrates, du fait de la loi du nombre, et à moins d'imaginer chez la majorité une absence totale de discernement ou de concevoir un endoctrinement tel qu'il aboutisse à un complet décervelage, le suffrage universel demeure la voie la plus sûre, voire la seule permettant une prise en compte, peut-être

partielle, peut-être lente et progressive, mais réelle des besoins et des attentes des citoyens. Ce n'est pas sans raison que les républicains américains s'efforcent depuis des lustres et par tous les moyens de corrompre le processus démocratique en manipulant la délimitation des circonscriptions et les règles électorales.

DANIEL – Du reste, si nombre de nos concitoyens sous-estiment la valeur de ces droits politiques si précieux, en revanche, aux quatre coins du monde, des mouvements de résistance populaire descendent dans la rue pour les réclamer. Dans la dernière année, au Kenya, au Bangladesh, en Indonésie, en Serbie, puis plus récemment au Népal, à Madagascar, au Maroc et au Pérou, on a vu se lever une vague de contestation orchestrée par la Gen Z, ces 13-28 ans qui représentent quelque 35 % de la population mondiale. Profitant de la présence des chaînes satellitaires et des médias sociaux, les protestataires se sont élevés contre les mauvaises conditions économiques et sociales, l'absence de respect des droits et l'étouffement des libertés.

Ces événements sont encourageants. Cependant, le risque est qu'à l'instar de ce qui est advenu en Afrique du Nord et au Moyen-Orient lors du Printemps arabe, les impacts de ces mobilisations soient relativement limités en raison d'un manque d'organisation et d'une absence d'objectifs communs précis et accessibles. Le passage du militantisme de terrain à l'action politique structurée ne va pas de soi. Mais sans cette transition, l'accès au pouvoir devient pratiquement impossible. Cela exige d'accepter que toutes les causes ne puissent pas être défendues avec la même intensité. Il faut savoir prioriser. Et surtout, il faut apprendre à faire des compromis et à tisser des alliances.

FRANCE – À l'évidence, ces préconisations valent également pour les sociétés déjà dotées d'institutions démocratiques, particulièrement pour celles qui sont en voie de s'enfermer dans une démocratie conflictuelle et polarisante à l'image de ce qui se déroule présentement dans mon pays d'origine. Bien sûr, contrairement aux différentes formes d'autocratie, la démocratie accepte et reconnaît comme légitimes la division et le conflit. Une démocratie n'est pas un régime politique sans conflits, mais un régime dans lequel les conflits sont ouverts et négociables. Par ailleurs, la résolution positive des antagonismes suppose que les diverses parties se considèrent comme des adversaires légitimes et non comme des ennemis à anéantir, et qu'ils sachent faire des concessions et trouver des terrains d'entente.

Cette tolérance est d'autant plus importante dans nos sociétés modernes que celles-ci sont aux prises avec le pluralisme et la diversité des valeurs et des options. Il n'est donc plus possible d'y trouver un intérêt général s'imposant quasi spontanément. On ne saurait, non plus, se limiter à l'addition d'une multiplicité d'intérêts individuels ou collectifs. Seul le débat public peut permettre l'émergence de consensus plus ou moins provisoires autour de choix qui soient éclairés et raisonnables. Pensons, par exemple, aux débats contemporains sur la peine capitale, le droit à l'avortement, les droits des homosexuels ou l'aide médicale à mourir. Après mûre réflexion, il est possible de conclure que les arguments en faveur d'un point de vue sont plus convaincants que les arguments qui s'y opposent. Dans de tels cas, on ne peut bien sûr s'attendre à voir disparaître tous les désaccords et on ne peut exclure que des délibérations

ultérieures puissent un jour conduire à réviser la conception adoptée.

MARTIN – Cette démocratie délibérative implique la présence d’espaces publics qui facilitent la circulation de l’information, l’expression des positions des uns et des autres, le débat et la discussion. La constitution de tels espaces a d’ailleurs été une des premières conquêtes accomplies par les démocraties, et elle est toujours au cœur des luttes menées contre les dictatures de tous genres. La démocratie délibérative suppose d’autres prérequis : une société civile vivante composée d’un tissu associatif solide, des médias fiables, des individus dotés d’une capacité réflexive et critique.

Ces prérequis nous reportent à nos premiers entretiens alors que nous cherchions les moyens de renverser l’hégémonie culturelle que les populistes et leurs zéloteurs sont en voie d’instaurer. Il est certain que la démocratie réclame beaucoup de temps. Elle exige notamment que nous acceptions que l’on ne peut acquérir de l’influence politique que si l’on réussit à convaincre, et que l’influence politique ne peut être transformée en pouvoir politique que par le moyen des procédures institutionnalisées. Cependant, je ne vois pas de plus court chemin pour avancer.

PHILLIPE – La démocratie suppose donc l’exercice d’un certain nombre de vertus, aussi bien la tolérance et le respect de l’autre, l’ouverture aux concessions et aux compromis que la patience. Or, ces mêmes vertus me semblent requises pour ce qui est de la reconstruction d’un ordre mondial viable. Évidemment, dans un contexte où les tensions et les risques de guerre s’accroissent, il est normal que les États veillent sur la sécurité de leur territoire. Il s’avère ainsi tout à fait

raisonnable qu'à partir du moment où les Européens ne peuvent plus compter sur une garantie sûre offerte par les États-Unis, ils se réarment pour être en mesure de faire face à Poutine. Pour la même raison, il apparaît sensé que le Japon et la Corée du Sud songent à se doter d'une capacité de dissuasion contre un expansionnisme chinois imprévisible.

Néanmoins, par-delà ces précautions nécessaires, l'intérêt commun serait sans aucun doute de rétablir la crédibilité du principe de non-agression. Le problème est qu'à l'instar des autres défis globaux qui se posent aujourd'hui à l'humanité, celui-là ne saurait être relevé sans que soit instaurées de nouvelles formes de coopération entre les puissances globales et les puissances moyennes. Or plusieurs facteurs nuisent à leur éclosion, dont bien sûr l'intensification de l'unilatéralisme américain et du bellicisme russe. À cet égard, on ne peut que souhaiter le remplacement le plus rapide possible des deux leaders qui en sont les principaux instigateurs.

DANIEL – D'un autre côté, il faudrait que les pays occidentaux cessent de se poser en juges des conduites et des mœurs qui prévalent chez leurs vis-à-vis du Sud global, et apprennent à les traiter comme des égaux. Que des groupes et associations extérieurs dénoncent des atteintes aux droits et libertés est bien sûr acceptable. En revanche, que des gouvernements le fassent publiquement et parfois même avec arrogance ou condescendance est à la fois odieux et contre-productif. Ces dernières semaines encore, le nouveau premier ministre canadien s'est fait reproché par plusieurs commentateurs de rompre avec la politique étrangère humaniste de son prédécesseur. Pourtant, à l'encontre de ce que présument ces bonnes gens, la diplomatie ne saurait être fondée sur le respect

absolu de principes moraux, indépendamment des conséquences. En outre, le temps que nos sociétés ont mis avant d'adhérer à certains de ces principes et les entorses qu'elles leur font encore subir devraient les inciter à respecter en toute humilité le rythme d'évolution des autres sociétés.

FRANCE – Il est par ailleurs des menaces majeures qui, planant au-dessus de tous les États, pourraient les déterminer à établir des partenariats efficaces. On a un temps imaginé que les catastrophes climatiques qui s'annoncent allaient jouer un tel rôle. Cela viendra peut-être. Mais pour le moment, notre monde est aux prises avec un certain nombre de ploutocrates qui n'ont rien à faire de la soutenabilité écologique tant que l'accumulation de leurs richesses n'est pas réellement freinée. Cependant, mêmes ces gens ont des intérêts qui militent en faveur d'une coopération internationale renouvelée, tout au moins dans certains domaines.

C'est notamment le cas en matière monétaire. Car la stabilité financière internationale dont dépendent les relations commerciales et économiques globales repose sur l'existence d'une monnaie commune. Historiquement, c'est la monnaie émise et garantie par une puissance dominante qui a exercé cette fonction de devise clé. Aujourd'hui encore, c'est le dollar américain. Mais la confiance que l'ensemble des acteurs économiques mondiaux lui accorde est en voie de s'éroder. Cela tient d'abord à l'action du gouvernement américain lui-même qui, ignorant ses engagements internationaux, s'est lancé dans une politique protectionniste conflictuelle, instrumentalisant le système de paiement en dollars comme un pur moyen de domination unilatérale. Cela tient aussi à l'évolution des rapports de force avec la Chine, qui cherche à imposer sa propre monnaie. S'ajoutent enfin les tentatives des

géants du numérique visant à s'arroger la maîtrise des moyens de paiement internationaux aux dépens des États. Selon les experts, la meilleure voie de sortie de cet imbroglio serait d'abandonner le système de devise clé et de mettre en place une monnaie globale, empruntant entre autres une forme numérique. Évidemment, cela ne saurait se faire sans une véritable coopération institutionnalisée.

PHILLIPE – La gestion en commun de tels biens publics mondiaux pose de sérieux défis, mais on peut espérer que les périls auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée suscitent la volonté d'instituer les collaborations permettant de les affronter. En partenariat avec d'autres puissances moyennes, les pays européens peuvent assurément pousser en ce sens. Quant à savoir si la position américaine peut redevenir plus éclairée et plus conciliante, il faudra voir ce qu'il en sera de l'après-trumpisme. Enfin, en ce qui concerne la Chine, outre la patience dont on peut vraisemblablement s'attendre de leur part, ses dirigeants pourraient éventuellement engager un jour leur pays dans un processus graduel de démocratisation à la taïwanaise. On peut toujours rêver!

Épilogue

Après deux heures de route sinueuse, et alors que nous approchions de la petite ville d'Agios Nikolaos, le silence régnait toujours à bord du RAV4. Il faut dire que la veille avait été chargée et fertile en émotions. Les plaisanteries, les rires et les mots d'esprit n'avaient cessé de fuser pendant l'apéro pris chez nos amis Anastasia et Christos. Puis, de retour à la maison, le repas s'était étiré jusque tard dans la soirée. Sans que nous en ayons décidé explicitement, la conversation s'était prestement transformée en un tour de table, chacun, chacune livrant les impressions que lui laissait ce séjour partagé et donnant un aperçu de ce qui se profilait dans son futur immédiat.

Première à s'exprimer, Véronique s'est dite à la fois détendue et ressourcée, ce qui lui rappelait les bienfaits ressenties à la suite d'une cure thermique suivie à Spa, il y a quelques années. Plus que jamais convaincue de l'importance de développer une culture scientifique, elle se proposait d'œuvrer à nouveau comme bénévole au planétarium de Bruxelles. Car, outre son dôme semi-sphérique permettant de découvrir les beautés du ciel étoilé, de voyager à travers la voûte céleste et d'admirer diverses images astronomiques, l'établissement possède un planétarium mobile, une structure gonflable qui est mise à la disposition des écoles. Aussi

comptait-elle utiliser ce formidable outil pour mener à bien son activité de vulgarisation scientifique.

Pour sa part, Martin repartait avec une foule d'images dans la tête et des sentiments contrastés. Un peu triste de laisser cette Méditerranée si hospitalière et enchantée, il n'en avait pas moins hâte de retrouver la Manche. Ses petits-enfants lui manquaient. Il prévoyait passer la période de festivités de fin d'année chez eux, à Le Quesnoy-en-Artois, une petite commune située dans le département du Pas-de-Calais. Sa fille et son beau-fils y exploitent une ferme de vaches laitières d'une race ancienne et rustique, la Bleue du Nord. Affectionnant particulièrement le travail manuel, Martin allait encore une fois collaborer avec plaisir au soin du bétail, à la traite et à la fabrication du Pavé bleu, un fromage à pâte persillée, doux et crémeux, dont la croûte gris bleuté rappelle la robe de la vache locale.

De son côté, France avait l'impression d'avoir vécu une aventure peu commune conjuguant une retraite paisible dans une superbe nature, une rencontre amicale mémorable et un séminaire absolument stimulant. Pour éviter que la reprise du cours normal de sa vie ne la plonge dans une certaine morosité, elle envisageait revenir à l'activité de guide-accompagnatrice qu'elle exerçait de temps à autre pour une agence de voyage mexicaine. Escortant de tout petits groupes de six à huit personnes, elle aimait leur faire découvrir la capitale tentaculaire de Mexico, avec ses places, ses palais, ses églises, ses monuments, ses musées, ses marchés et ses parcs. Mais elle se plaisait plus encore à les entraîner dans quelques villes coloniales dispersées autour du plateau central mexicain et offrant un héritage historique et architectural remarquable.

En ce qui concerne Daniel, tout en éprouvant toujours une certaine inquiétude, il s'estimait moins anxieux face à l'avenir qui s'annonce. À l'en croire, cet apaisement relatif tenait pour une bonne part au climat chaleureux, amical et ouvert que nous avons su instaurer ainsi qu'aux échanges animés et féconds que cette convivialité a facilités. Mais il l'attribuait également à l'effet extrêmement bénéfique qu'a suscité chez lui le dépaysement qui nous a été offert par la Crète. Cela l'a incité à projeter la réalisation d'un voyage longtemps reporté au Vietnam. Il entrevoyait un périple de plusieurs mois lui permettant de découvrir le pays depuis les rizières de l'extrême nord jusqu'aux marchés flottants du delta du Mékong. Il espérait parvenir à mieux comprendre la résilience de ce peuple dont le territoire a été inféodé à la Chine pendant le premier millénaire de notre ère, colonisé par la France au milieu du 19^e siècle, occupé par le Japon pendant la Deuxième Guerre mondiale, puis ravagé par les armées française et américaine avant d'être libéré et réuni en 1976.

Quant à moi, autant j'avais quelque peu appréhendé la venue de mes camarades, autant je ressentais la tristesse de celui qui reste. Bien sûr, il n'y avait là rien de dramatique. Ayant comme tout un chacun déjà subi des pertes plus ou moins lourdes, je savais que ce poids émotionnel ne serait pas durable. Cependant, bien que pouvant compter sur l'amitié d'Anastasia et Christos, j'allais devoir renouer avec ma solitude. Cela étant, la transcription des enregistrements de nos entretiens et leur réécriture saurait sans doute m'occuper.

Pendant que je me remémorais ainsi notre échange de la veille, nous avons gagné les abords de l'aéroport. Afin de pouvoir accompagner mes amis jusqu'à leur embarquement, j'ai garé le véhicule sur le parking courte durée situé juste à

côté de l'aérogare. Mais bientôt, ce fût le temps des au revoir. Après avoir embrassé Véronique, Daniel et Martin, je n'ai pu m'empêcher de confier à France mon souhait de la revoir. Ce à quoi la dame a répondu avec un ravissant sourire que je serais le bienvenu si je décidais de la rejoindre à Mexico pour la Noël.